

# Mohamed - Karim ASSOUANE



# L'Algérie des Anarchistes

*Histoire*

*à la mémoire de  
Mohand Hamami, mon COUSIN de combat.*

## Premier mot

Les idées de l'Anarchisme, tout comme pour les autres pensées politiques et sociales, ont trouvés refuge en Algérie dès le XIXe siècle colonial. En tant qu'une des idées de contestation politique au régime de la bourgeoisie colonialiste, l'Anarchisme à coloration révolutionnaire (essentiellement, anarcho-syndicaliste) a trouvé un petit abris en terre algérienne grâce à la déportation de militants et militantes d'Espagne, d'Italie et de France.

Les sources mondiales sont totalement tarie au sujet de l'Anarchisme en Algérie et les quelques auteurs, historiens « libertaire » pour la plupart, s'entendent à dire que les premiers groupements anarchistes étaient animés par des militants d'origines européennes et ce n'est que quelques Algériens (ceux de l'émigration ouvrière en France), ont rejoint les premières formations anarchistes. Leur nombre se compte sur les seuls doigts de la main.

C'est vers 1950, qu'il sera question d'une organisation anarchiste totalement fondée en Algérie et portant le nom de Mouvement Libertaire Nord-Africain (MLNA). Cette organisation s'inspira fondamentalement de la Fédération Communiste-Libertaire de Georges Fontenis qui versera, durant la guerre de libération algérienne, dans le « trotskisme ».

La connivence du MLNA et de l'anarcho-trotskisme en général, avec le mouvement réactionnaire de Messali Hadj est bien connu. Après avoir évolués sur le pas du communisme, avec une nette animosité à l'encontre du Bolchévisme, les anarchistes en Algérie ou Algériens, se

retrouvent de vils serviteurs des forces rétrogrades. C'est ainsi, qu'après deux décennies d'indépendance politique, une fraction anarchiste est apparue sur les bancs des universités d'Alger et de Tizi-Ouzou, se nommant Jeunesse Anarchiste-Révolutionnaire (JAR), appelant à soutenir les revendications culturaliste amazigh. Entre 1975 et 1984, les soubresauts des revendications sociales et économiques ont été durement réprimés par le régime du colonel Boumediene. Le PAGS et son « communisme du soutien-critique » prenaient de l'ampleur parmi les jeunes volontaires de la réforme agraire et les jeunes travailleurs des villes et les anarchistes se faisaient les taupes de l'entrisme politique en connivence avec les gauchistes nihilistes, dans le seul but de perturber toute action politique dans les régions d'Alger et de Kabylie.

Aujourd'hui, les rejetons de la JAR se mêlent au mouvement autonomiste réactionnaire de Kabylie, ainsi pour dire que la rencontre des deux extrêmes évolue bien de l'ordre idéologique à celui de l'institutionnel. L'aventurisme subjectiviste n'a pas de limites.

L'Anarchisme-Révolutionnaire (AR) a beau se réclamer, haut et fort, d'un pseudo marxisme originel ou d'un « communisme essentialiste ». Le long de son existence politique et historique, il a toujours montré son attrait au seul désir de ce comporter autrement, différemment et en opposition permanente au système social et politique en place. Même s'ils se revendiquent de la pensée du maître Bakounine, l'AR n'est pas un mouvement homogène, mais nucléique et vire en permanence d'une thèse à une autre. Du « communisme-libertaire » à « l'anarchisme mystique », en passant par les « éco-anarchistes » ou encore

« l'anarchisme post-colonial », prend en compte la parole synchrétique comme outil programmatique de lectures et d'écrits d'anthropologues, tel David Graeber, du linguiste Noam Chomsky ou d'un sociologue comme Murray Bookchin.

La macédoine anarchiste en Algérie a encore de beaux jours devant elle, tant que les nationalistes chauvins et islamisant continuent à se nourrir du sectarisme outrancier vis-à-vis des idées politiques progressistes. Leur aveuglement, sombrant dans l'histoire culturelle millénaire, ne leur a pas permis de voir la venue des « libertaires » au sein du Mouvement du 22 février 2019 (M22). Pourtant, il était bien présent dans l'orchestration du *mouvement révolutionnaire citoyen*.

L'AR est considéré par les nationalistes chauvins, comme un ensemble de sbires à la solde de l'étranger portant atteinte à son État national. Une étroitesse de vue politique qui a fait que le gauchisme algérien s'impose comme une des forces animatrices du M22 et permettant à le pousser, de jour en jour, vers cette impasse du rejet de toute forme organisationnelle et de représentation.

Mêlé au fractionnisme « trotskiste », les « libertaires » locaux ne cessent d'évoquer les mots d'ordres de « révolution citoyenne » et celle de « révolution sociale ». Face à lui, le nationalisme-chauvin s'enferme de plus en plus dans son État-caserne.

Au sein du M22, l'empreinte anarchiste a été bien marquée par le slogan « *Qu'ils dégagent tous !* ». Un tout ou rien qui n'est pas un programme absolutiste, mais une

dérive subjectiviste du concept marxiste de l'histoire événementielle de la table-rase, sans évoquer la nécessaire question de la présence de cette avant-garde prolétarienne, guide primordial de toute révolte vers une société sans classes. Chez ces anarchistes, la révolution prolétarienne est jugée comme un programme qui instaure un État bureaucratique en remplacement d'un autre. Une autre phobie gauchiste qui éloigne les masses de leur objectif final.

Ce négationnisme institutionnel de la part du M22, est l'empreint politique de ces « anarcho-trafiquants » de la pensée politique. On préfère « l'anarchisme individualiste » qui devient l'outil même de l'entrisme et dont l'émancipation est jugée bien plus importante que la famille marxiste. Les AR se dispersent alors, dans de petits cercles politiques à coloration démocratique, citoyenne, civile, écologique, féministe, etc. Au sein de ces neutrinos petits-bourgeois, le fractionnisme AR aliène et égarde toute clarté politique au sein des luttes de classe, tout comme la symbolique du A cerclé dans le O que l'on mélange, aujourd'hui, à toutes les sauces idéologiques.

Cette morale qui « *ne peut se concevoir que dans le refus* » (Léo Ferré), de vouloir spatialiser l'ordre de la domination qui proclame la hiérarchie, l'assignation, les traitements et l'inégalité des places. Le gène anarchiste lui, inclus son rapport spécifique au politique comme à celui qui occupe en défiant celui qui a fait sienne l'occupation. Les places de la Grande-Poste d'Alger, celles d'Audin et des Martyrs sont des espaces de la subordination à l'autorité et les occupés, ne serais-ce que quelques heures, est l'affirmation de ce seul NON que chaque manifestant déclame et réclame.

Au sein de cette pensée anarchiste individualiste, on ne débâte pas, il n'est pas question de convaincre au profit d'une forme de communion raisonnée, mais manifesté une forme de communion du sentiment, de ce qui est ressenti issue de la seule expérience vécue, ce que les AR appellent « *l'évidence* » ou le côté du sensible. les « génomes » anarchistes ainsi déployés, mettent en situation ce qu'ils nomment comme « actes de communication » qui se décide entre personnes rassemblées à un moment donné ou par un acte commun et le faite de dire NOUS, il y a eu réalisation d'évènement. Il n'est pas difficile de saisir cette ontologie anarchiste, les marches du vendredi en Algérie, étaient un acte cathartique de prime abord, une préservation de cette joie d'éprouver une puissance commune, de libérer la parole, les gestes et d'être tout simplement en jeu entre individus. La rencontre fortuite des sentiments, des envies, des désirs et le déploiement spontané, prônent l'absence du cadre organisé et le refus de toute formalisation organisationnelle, horizontale soit-elle, du type AG ou coordinations.

Une année après, l'enjeu central du M22 n'est plus les inégalités sociales, mais la question de l'étrangéité et du contrôle social. *On nous ignore* est la parole événementielle de la quotidienneté face à l'enfermement et les formes de contrôle social qu'impose l'État-forteresse.

Aujourd'hui, ce qui est intéressant à le savoir et à le rappeler aux new-anarchistes d'Algérie, ces quelques noms de leurs aînés qui se feutrés dans l'anarcho-syndicalisme durant la période coloniale et qui se sont sacrifiés, un peu plus, pour des causes internationales, en Espagne et au Riff marocain, que dans la réelle lutte anticolonialiste et

indépendantiste. Ils n'étaient qu'une phalange de quelques dizaines de militants, sur une population d'un peu plus de 5 millions d'algériens avant 1954.

En plus de Saïl Mohamed-Ameziane et Idir Amazit, nous citerons :

- Abdelmoumen qui était dans les années 1950 membre du groupe d'Alger de la Fédération Anarchiste, pour la plupart des Européens. Il faisait aussi partie du MLNA.
- Bourabah qui, le 31/5/1922 et suite à une manifestation antimilitariste, sera poursuivi pour « *rébellion à agents, violences, coups et blessures* ».
- Derbal Salah qui en 1954, était membre du MLNA dans le Constantinois, lui qui fut un ex-militant du PCA et de son Union de la Jeunesse Démocratique, adhèrera à l'UDMA de Ferhat Abbas. Le 18/10/1952, il sera condamné à 5 jours de prison pour « *tapages injurieux* ».
- Benzerfa Ali, habitant El-Mohammadia (ex-Perrégaux), figurait en 1948 sur la fiche de police coloniale comme sympathisant du MLNA.
- Kouider Brahimi, était en 1948, secrétaire du Groupe Anarchiste Algérien (GAA) dans la ville de Tlemcen et adhérent de la Fédération Anarchiste en tant que membre de son Conseil nationale.
- Slimane Kiouane. Né à Alger le 14 juillet 1896, mort à Saint-Affrique (Aveyron) le 19 avril 1971 ; militant de l'UA et de la FA. Militant d'origine kabyle, Slimane Kiouane était en 1923 l'animateur avec Mohamed Saïl du Comité d'action pour la défense des indigènes algériens fondé par la Fédération anarchiste de la région parisienne. En 1925 il était membre de la commission administrative de l'Union

anarchiste (UA) et le 3 avril 1932 fut le délégué d'Ermont au congrès de la FA parisienne. En mars 1935, il participait en tant que "comique" à la grande fête artistique organisée salle de la FNCR (16 rue des Apennins) au profit du journal *La Clameur*. (Source, *Dictionnaire des anarchistes*).

- Akli, originaire de Boufarik et qui, en 1939, était membre de Solidarité Internationale Antifasciste et participe à l'aide aux réfugiés espagnols en Algérie.
- Aïti Aïas ou Aïch, un militant condamné le 25/7/1955 avec 23 autres de ces camarades dont Pierre Morain de la FCL pour reconstitution d'une ligue dissoute, à savoir le MTLD de Messali.
- Ben Ouali, qui fut membre de la Commission Administrative du syndicat CNTF en 1946 et celui de son bureau confédéral (1948-1949). A la fin de novembre 1948, il est parmi une délégation d'une dizaine de militants anarchistes de la CNT à la Conférence des syndicats autonomes.

Sommes pour autant convaincu que l'AR en Algérie et à travers ses variantes, mérite un travail minutieux, une réflexion historique critique, nous permettons de déceler le réel apport de cette nébuleuse gauchiste aux luttes politiques et sociales et cela depuis les années 1920 à nos jours.

C'est ainsi que nous proposons quelques textes d'anarchistes Algériens, qui n'ont pas été signalés dans le récent ouvrage de Francis Dupuis-Déri, intitulé, *Mohamed Saïl. L'étrange étranger. Écrits d'un anarchiste kabyle*, paru à Montréal, aux éditions LUX (2020), ainsi que dans une brochure anarchiste intitulée *Leur civilisation. Texte de l'anarchiste Mohamed Saïl*, Ravages Éditions, (2019).

Nous signalerons par ailleurs, qu'un travail de thèse en Histoire a été présenté par M. Philippe BOUBA sous le titre de : *L'anarchisme en situation coloniale, le cas de l'Algérie Organisations, militants et presse, 1887-1962*, soutenue le 17 décembre 2014, à l'Université de Perpignan via Domitia et conjointement avec l'Université d'Oran- Es-Sénia.

À la lecture de cette trentaine de textes politiques et socioéconomiques, nous relèverons que leurs auteurs ne sont pas si loin de notre réalité actuelle et que les malheurs des Algériens ne se sont pas tellement éloignés de l'actuelle l'hégémonie néo-colonialiste qui use par de nouveaux moyens et dans le même état d'esprit de la « culture » colonialiste d'hier, afin d'asseoir sa domination sur le pays.

### **Slimane KIOUANE**

#### **« Les Sidis à l'opinion publique »**

*Le Libertaire*, 7/2/1925.

Devant les périodes de famine qui ont sévi en Algérie, les Sidis ont dû partir en exode. Cette fois-ci, la cause est une grande misère faite par des salaires dérisoires et par la brutalité criminelle des chefs indigènes, surtout des Européens.

Nous quittâmes donc notre terre natale, laissant femmes, enfants, vieux parents et amis espérant plus de bien-être en France. Hélas ! L'erreur fut grande, car nous

eûmes l'opinion publique française contre nous.

Au lieu de nous aider par une fraternité à supporter notre souffrance, notre misère en ce pays, elle se rit cyniquement de nous et c'est d'un air de dégoût qu'elle nous appelle les « Sidis ».

Certes, nous sommes des Sidis ; des hommes faits comme tous les autres : hommes en chair et en os, ayant un même estomac que le vôtre.

Nous devons avoir de vieux habits tout crasseux, car le blanchissage est hors de prix. Nos bas salaires sont insuffisants et nous ne pouvons donc penser à nous habiller un peu mieux. Nous pensons, nous les Sidis, qui avons un cœur comme le vôtre, à soulager la misère de ceux que nous aimons et qui sont de l'autre côté de la Méditerranée. Nous devons enfin nous restreindre et ainsi habiter à 7 ou 8 dans une petite chambre d'hôtel infecte « *drôle de manière de nous faire comprendre l'hygiène* ».

Devant le nombre considérable d'Algériens ayant quitté leur pays, les colons européens ont vu leur chair à travail diminuer d'effectif et ceux restant là-bas sur le point d'augmenter leur salaire. D'autre part, ces capitalistes coloniaux craignent à juste raison, que nous prenions conscience de nous-mêmes au contact de nos frères de misère Français. Forts dans notre union, nous pourrons

leur poser nos revendications justifiées : à travail égal, salaire égal. Nous, les Sidis, considérons les colons coloniaux comme des vautours, bêtes rapaces et malfaisantes s'étendant sur nos contrées, sur nos régions, pour nous dépouiller de nos biens et jouir de la sueur de notre chair.

Ainsi nous faisons appel à l'opinion publique afin de nous aider dans notre effort de relèvement moral et de nous considérer dorénavant comme des frères.

Nous voulons notre libération et redevenir les pionniers du progrès unis au service du travail.

Nous voulons une société d'hommes libres, c'est-à-dire la suppression de cette néfaste autorité qui nous rend esclave.

---

**P.S.-** C'est par erreur que l'article paru dans le « Lib » de dimanche dernier, ayant pour titre « Civilisation française en Algérie », a été signé d'un nom musulman. Il émane d'un camarade du groupe d'action algérien.

### **Mohamed SAÏL**

*Saïl Mohamed, enfin libéré, nous a fait parvenir cette nouvelle affirmation de sa foi antifasciste :*

« Libéré, Saïl Mohamed envoie sa fraternelle pensée à tous les antifascistes qui ont bien voulu lui témoigner leurs sympathies. Plus que jamais il combatta le fascisme, danger permanent pour le classe laborieuse. – Signé : SAÏL MOHAMED.

*Le Populaire, 22/8/1934.*

### **A l'union contre la tyrannie fasciste**

*Notre ami Saïl Mohamed, qui a récemment été blessé sur le front de Farlete, nous a adressé l'appel suivant, que nous avons plaisir à*

*reproduire :*

## **AUX ANARCHISTES**

Plus de chapelles, plus de sectarisme. Unissons-nous tous pour le triomphe de la révolution sociale en Espagne.

Notre division fait la force de l'ennemi commun. Tous dans l'Union Anarchiste ! Tous pour le Libertaire !

SAÏL MOHAMED

*Le Libertaire*, 4/12/1936.

**« LA SOLIDARITÉ OUVRIÈRE DOIT S'EXERCER SANS TARDER. Pour les famille des victimes du massacre du Metlaoui. »**

*Le Libertaire*, 8/4/1937.

Travailleurs de France !

En Tunisie, vingt des vôtres sont tombés sous les balles des défenseurs du capitalisme, vingt mineurs indigènes des Mines de Metlaoui ont été froidement assassinés au cours d'une grève, pensant que, quoique »bicots », ils avaient le droit de réclamer un peu plus de bien-être et de liberté sous un régime républicain et démocratique.

Ils ont cru que sous le prolétariat d'un gouvernement de front populaire à direction socialiste, ils pouvaient, suivant en cela l'exemple des travailleurs de la métropole, chercher à améliorer leur triste sort et soulever un peu le joug qui les écrase depuis si longtemps.

Ils sont maintenant vingt cadavres qui ont laissé après eux vingt familles dans le plus profond dénouement et dont la seule ressource, si nous n'y prenons garde, sera bientôt la mendicité.

La solidarité de tous les travailleurs doit s'exercée efficacement, car leur cause est la nôtre ; or, depuis plus d'un mois, à mon grand étonnement, je ne sache pas qu'un syndicat ait pris l'initiative de les secourir et de faire appel en leur faveur.

Travailleurs de France ! soucieux de garder intacte l'union fraternelle, nous ne devons pas faire de différence entre eux et nous, nous sommes tous exploités au même titre et les balles qui les ont tués étaient dirigées contre le monde du travail tout entier.

Nous devons les soutenir, car ils sont des nôtres. Je sais que cet appel ne sera pas vain et que votre solidarité viendra soutenir et arracher à la misère les familles des vingt martyrs de l'exploitation capitaliste et du colonialisme crapule et assassin.

La parole est aux syndicats.

## **EN ALGÉRIE**

### **Hommage au Douar BENI-OUGHILIS**

*Le Libertaire, 27/2/1947.*

Bien que l'instruction en langue française lui soit imposée depuis plus de 50 ans ; alors que, de ce fait, elle devait avoir les mêmes droits que les Français, la population du Douar Beni Oughlis a toujours été soumise à la dictature féroce d'un caïd. Le dernier régnant fut Alilat Chérif, qui a employé les plus crapuleux moyens pour détrousser ses administrés. Faux jeton et presque illettré, il fut imposé par l'Administration française non seulement parce que le plus traître à ses compatriotes, mais aussi parce que le plus offrant. Je note que tous les larbins de son

espèce, pour avoir la place qu'ils convoitent, graissent largement la patte des administrateurs, des chefs en grande partie tarés que la République délègue pour diriger les indigènes écoeurés.

Lâche et vil, comprenant que sa dictature devait avoir des limites dans un douar aussi instruit et révolté, le triste fantoche faisait surtout ses ravages chez des malheureux fellahs privés de défense, qu'il dépouillait sans vergogne et sans honte. A défaut de prétextes, anodins dans la plupart des cas, il inventait et complotait pour faire « suer les burnous » et s'enrichir à bon compte aux dépens du pauvre.

D'ailleurs, les lois super-fascistes sous lesquelles vivaient les indigènes lui donnant des pouvoirs étendus pour l'étouffement de toute plainte, le sinistre individu rançonnait ses victoires au grand jour.

C'est pourquoi, tout en ne percevant qu'un traitement mensuel qui ne dépassait pas la recette journalière d'une putain des boulevards, il s'est fait une fortune colossale en quelques années.

C'est à la suite d'une lutte acharnée allant de l'attentat au sabotage de l'impôt, que le noble douar Beni Oughlis vient de recevoir une satisfaction provisoire, la mise à la porte du tyran. Pour s'organiser en conseils municipaux il a été divisé en 8 ou 10 grandes communes.

Connaissant très bien les travailleurs de Beni Oughlis qui, en tant que Berbères, sont des hommes libres et fiers, je suis convaincu que leur combat pour le bien-être et la liberté ne s'arrêtera pas à la mise au rancart d'un féroce bicot. En attendant leur libération totale du joug colonialiste, voleur et assassin officiel, ils exigeront de la 4<sup>e</sup> République qui se glorifie de châtier les criminels de guerre, la confiscation de la fortune du caïd Alilat, gangster de droit commun.

Camarades du Beni-Oughlis, la seule déchéance du pitre sanglant Alilat ne saurait vous suffire ! Ce serait une insulte à votre honneur, une ignoble provocation à vos souffrances endurées. Le bulletin de vote que l'on vous accorde n'est rien d'autre qu'un attrape-nigaud, une duperie pour mieux vous endormir et vous exploiter. Vous n'avez plus de caïd qui vous brime ? Le pensez-vous ? Il est déjà remplacé par un autre ex-maçon au service du parti dit « communiste », un valet de Staline aux appointements de six cent mille francs par an, dont vous êtes les payants.

Votre député est donc le docile serviteur du régime capitaliste qui le paie grassement. C'est un Alilat sous une autre forme, voilà tout.

Il faut secouer le joug infernal du colonialisme voleur et assassin ; oui, par tous les moyens propres à faire rendre gorge aux esclavagistes déchainés ! Frères d'outre-mer, haut les cœurs prenons l'exemple de ceux-là mêmes qui contribuèrent à libérer leur pays de la botte écrasante de

l'envahisseur. Mais à l'inverse de ce qui se passe ailleurs, il ne faut point que la libération de l'Algérie soit l'apanage d'une prétendue patrie qui cachera toute l'hypocrisie des spéculateurs de tous genres et des malins de tout acabit.

N'oubliez jamais que c'est grâce à tous les Alilat, à toute la clique des sorciers maraboutiques, que nous sommes traités en inférieurs dans notre propre pays natal. Le bourgeois musulman ne vaut pas plus cher que le bourgeois roumi, car tous deux forment l'association de malfaiteurs vivant au détriment des travailleurs.

Il faut que la libération de l'Algérie profite aux seuls ayant-droit : les producteurs. Tout doit venir d'en bas, de l'individu à la commune et de la commune à la nation et à l'univers par la fédération libre, car le Centralisme ou l'État est une institution tyrannique source de toutes les injustices. Frères Algériens ! Debout ! Il faut montrer au monde que l'esclavagisme et les souffrances ont des limites. Cela n'a que trop duré.

Sortez l'étendard de la révolte et en avant pour l'anarchie !

## **Un douar évolué en Algérie : Beni Oughlis**

*Le Libertaire, 27/5/1949.*

Situé à 300 km, d'Alger et à 45 km, de Bougie, le douar Beni-Oughlis éparpille sur un terrain accidenté ses hameaux et ses villages que dissimule le feuillage argenté des oliviers. Au Nord s'étend la Forêt des Singes, masse noire sous le ciel lumineux, et plus loin s'élèvent les premiers contreforts de l'Atlas dont on pressent les cimes inaccessibles.

Sous ce ciel clément, sur cette terre caillouteuse mais fertile, une population kabyle règle et ordonne son existence. Le visiteur superficiel ne trouvera rien de bien original, rien de bien marquant chez ces hommes et ces femmes courbés sur le pénible travail de la terre. Rien non plus dans l'habitat, pierres et dalles, ni dans les procédés

des cultures, bien qu'ils soient rudimentaires. La nature du sol, en effet, s'oppose à l'emploi de machines. Pourtant un peu d'observation, une attention plus soutenue des coutumes, des modes de production, des rapports sociaux, font aisément découvrir toute une civilisation où se juxtaposent curieusement des traditions d'origine religieuse, un sentiment collectif d'entraide, très vif, le mépris du « chef », du caïd, une volonté d'auto-organisation et de maintien de la propriété.

Peuple à caractère frondeur, industriel, travailleur et gai, les Kabyles – qu'il ne faut confondre avec les Arabes – se retrouvent à l'état presque pure dans le douar de Beni-Oughlis. Les particularités de cette race n'ont pu être atteintes ni par la francisation ni par la civilisation arabe et, bien que le français soit la langue officielle et enseignée par des instituteurs de la métropole, ou kabyles et arabes, ce peuple continu à mener une existence qui lui est rigoureusement propre. Et à Beni-Oughlis en particulier, et avec une vigueur telle qu'il s'est débarrassé des caïds, chose assez rare.

Dans ce douar, on trouve une industrie artisanale particulière : l'antique poterie, le tissage, les tapis, la fabrication des couffins et paniers, autant d'articles où se révèlent souvent des dons artistiques originaux, et que l'on troque, cette forme primitive d'échange étant la plus usitée et la mieux adaptée aux mœurs frugales et au peu de besoins d'une population surtout végétarienne.

L'opposition brutale et révoltante du luxe et de la misère telle que nous la côtoyons journallement en France n'existe pas en ce pays.

Il n'y a pas de classes à proprement parler, et le niveau de vie est à peu de chose près égal entre celui qui ne possède rien et le petit propriétaire. Ce dernier, en effet, réussit tout juste à nourrir sa famille, le terrain très accidenté et morcelé à l'extrême n'étant propice qu'au jardinage, aux oliviers et aux figuiers.

L'esprit d'entraide, pourtant, facilite grandement la tâche de chacun. On se met en commun pour les labours, les cueillettes ; les troupeaux constitués surtout par des chèvres, des moutons et des bœufs, sont également utilisés et exploités parfois de la même façon. Mais l'esprit de routine traîne des survivances et les terres ne se remembrement pas. Quant à celui qui n'a que ces bras, il s'occupe chez les uns et chez les autres où son salaire lui est souvent réglé en nature. Ou bien, il s'expatrie. Dans l'ensemble, population pauvre formée de petits paysans et artisans, mais vigoureuse et attachée à son sol.

Les mœurs et coutumes ancestrales ont tendance à disparaître. Ainsi, les femmes ne sont plus voilées et les fillettes, comme les garçons, vont maintenant à l'école d'où la loi religieuse les tenait à l'écart. La mère de famille ne travaille pas. Elle reste au foyer, le mari mettant un point d'honneur à assurer à lui seul la subsistance de la maisonnée. La polygamie est toujours reconnue légale,

mais personne ne la pratique. Par contre, le divorce est chose extrêmement aisée : une simple déclaration à l'état-civil le consacre. S'il y a un enfant, il est toujours confié au père, celui-ci étant responsable de sa progéniture. L'enfance, naturellement, souffre de cet état de chose, malgré que l'enfant jouisse auprès de tous d'une profonde affection.

À côté de cette grande liberté dans les rapports familiaux, dont certains, hélas ! Abusent, on trouve un curieux puritanisme : la fille-mère n'existe pas. C'est un déshonneur définitif !

Quant à la religion, elle n'est plus observée que très peu et le Ramadan lui-même risque fort d'être bientôt totalement oublié. Pourtant la circoncision est toujours de rigueur, et les rites funéraires particuliers. On dispose encore sur les tombes galettes, fruits, boissons. Mais le passant peu « s'attabler » et se restaurer sur le compte du trépassé ; personne ne lui dira rien, et si la Mosquée est bien plus un lieu de réunion où chacun discute de ses petites affaires, qu'un lieu de prières, le cimetière est souvent l'endroit où celui qui a faim peut apaiser son appétit. Autre survivance religieuse, recommandable celle-là : personne ne boît d'alcool. L'eau et le lait sont les seules boissons, et celui qui voudrait consommer de l'alcool s'en cacherait comme d'un vice honteux.

Les lois n'existent qu'à l'état virtuel. Les villageois s'organisent eux-mêmes spontanément et seules,

habitudes, mœurs et traditions règlent tout naturellement les gestes de chacun.

La simplicité de l'habillement, l'absence de meubles dans les maisons où l'on s'assoit à l'orientale autour d'une natte, la nourriture frugale, composée surtout de galettes remplaçant le pain, de pâtisserie, de fruits et légumes, n'exigent aucun commerce local. Il n'y a pas une seule boutique dans tout le douar qui, compte pourtant 40000 habitants.

Les affaires se font les jours de marché, surtout à celui du mercredi. Alors viennent de toutes parts, forains et colporteurs, par camions ou par bourriquets, et les produits multiples locaux et français allant du moulin à café à la poterie artisanale en passant par des amoncèlements de fruits, légumes, tissus, quincaillerie, des troupeaux de chèvres, de bœufs, s'étaient sur le Grand-Place. Et, sous le soleil violent, dans la poussière, avec force gestes et éclats de voix, tous ceux du douar vont et viennent, marchandent, discutent, troquent, achètent, palabrent. C'est le grand jour. Tout le monde en profite, et même le coiffeur ambulante, accroupi, et qui aigüise son rasoir sur une pierre noire.

Nous verrons dans un prochain article comment cette population sympathique, chaude, travailleuse, qui pratique magnifiquement l'hospitalité, et n'a besoin de personne pour s'organiser, est sournoisement exploitée par les politiciens.

## **EN ALGÉRIE**

### **Les parasites de Beni-Oughlis**

*Le Libertaire*, 10/6/1949.

Dans notre article précédent nous avons essayé de mettre en relief les normes sociales qui règlent la vie de chacun dans le douar de Beni-Oughlis. En vain y chercherait-on trace de lois écrites, de dogmes ou bien encore de quelque patriarche dépositaire de code ancestraux ; rien de semblable n'existe et on insistera jamais trop sur le caractère instinctivement libertaire qui détermine les rapports sociaux et économiques.

À l'inverse de ce qui se constate dans les pays de civilisation occidentale, le Kabyle n'éprouve aucune admiration, aucun respect pour ce qu'il est convenu d'appeler les « autorités ». La contrainte lui est insupportable et il éprouve le plus grand mépris pour ceux qui renient leur race et coutumes et se font les auxiliaires des caïds et du gouvernement français.

Un kabyle, par exemple, qui s'engage dans l'armée doit s'attendre à voir se briser les liens qui l'attachent à son douar et souvent même à sa famille. Il devient l'objet du mépris général : on le traite de bourriquot, de traître, de vendu.

Pourtant l'administration française impose ses lois, ses profiteurs, ses politiciens, ses percepteurs aussi. Les impôts sont excessifs et nullement en rapport avec les quelques améliorations apportées. Une seule route traverse le douar et les villages et hameaux ne sont reliés entre eux que par des pistes praticables aux seuls animaux de bât. Une école par ci, par là et c'est tout.

Par contre, municipalité, gendarmerie, députés, conseillers y prospèrent au détriment d'une population paysanne pauvre.

Le douar de Beni-Oughlis a l'honneur d'entretenir des députés qui, bien que d'opinions politiques opposés savent très bien à quoi s'en tenir sur l'inutilité totale de leurs fonctions.

Le premier est communiste. Il ne connaît sûrement pas un traître mot de la brumeuse doctrine marxiste, mais une étiquette est indispensable ; qu'importe le flacon !... Ainsi le nommé Djemad siège au Palais-Bourbon, et a droit à tous les honneurs dus à son rang de renégat et de serviteur des intérêts colonialistes et militaires français. Quant au second, Sahli Mohand, fils d'un célèbre usurier, il a été nommé député à l'Assemblée Algérienne. Ce triste individu, qui naguère lutta contre le caïd a jugé on de changer de camp et se pavane maintenant à Alger. Allah est grand et la IVe République est son prophète !

Ainsi, toute une camarilla de politiciens, de fonctionnaires français et kabyles auxquels se joignent les gros commerçants, des marabouts, grouillent autour des populations paisibles et travailleuses et l'exploite. Et, afin que se justifient les fonctions de ces parasites on assiste à des faits où l'odieux le dispute aux ridicule. C'est le rebouteux Brinis Akli, vénéré de tous, qui se voit dresser une amende pour avoir donné à manger à son mulet dans une rue de Sidi-Aïch ; c'est Kloud Ameziane, qui a le tort d'avoir des cheveux trop long et est jeté en prison ; c'est le docteur Aïssani, incarcéré sans aucun motif, c'est cet autre, condamné pour avoir arrosé devant sa porte en dehors des heures réglementaires. Nous n'en finirons pas de signaler ces actes arbitraires où se révèlent des formes de l'oppression la plus brutale et la plus stupide.

Pendant ce temps, les deux députés vivent grassement et soutiennent l'administrateur de Sidi-Aïch, chef-lieu du douar, et responsable de toutes ces brimades !

À Beni-Oughlis, la corruption, le trafic, les luttes politiques stériles n'ont pu s'imposer à la population qui ne se plie qu'à ces coutumes et mœurs. Elle a su jusqu'à présent choisir le bon côté au progrès et rejette tout ce qui est superficiel, inutile et malsain et la contradiction entre une administration artificielle et souvent corruptrice, et des modes de vie simples et harmonieux est une source de heurts violents qui rompt l'harmonie des rapports sociaux.

Deux députés asservis aux contingences politiques et financières, une administration tâillonne, arbitraire et inutile, c'est surtout ce que la civilisation française a apporté au douar de Beni-Oughlis.

## PRISONS D'AFRIQUE DU NORD

### Au secours du peuple algérien

*Le Libertaire*, 14/9/1951.

Dans toute l'Afrique du Nord, les exactions s'ajoutent aux exactions, les meurtres succèdent aux meurtres, le crime fait loi. Les moindres villages sont périodiquement le théâtre de sanglants méfaits colonialistes : Palestro, Hammam Bou Hadjar, Dra-el-Mizan, Lagouat, Khrouba, Aïn-Beïda, Kenadsa, Oued-Zenati, Ghardia, etc..., viennent d'être « civilisées » à nouveau par les soudards ivrognes, cette semaine. La répression s'acharne ainsi sur tout un peuple, sans relâche, les procès font suite aux procès et de lourdes condamnations frappent les Algériens tels qu'à Bougie, Oran, Bône.

*Il reste encore à ce jour dans les bastilles colonialistes plus de 313 détenus qui se répartissent comme suit :*

<i>Alger.....</i>	<i>150 détenus</i>
<i>Orléansville.....</i>	<i>19 détenus</i>
<i>Oran.....</i>	<i>45 détenus</i>
<i>Mascara.....</i>	<i>13 détenus</i>

<i>Tizi-Ouzou.....</i>	<i>42 détenus</i>
<i>Bougie.....</i>	<i>15 détenus</i>
<i>Sétif.....</i>	<i>12 détenus</i>
<i>Constantine.....</i>	<i>3 détenus</i>
<i>Akbou.....</i>	<i>3 détenus</i>
<i>St-Arnaud.....</i>	<i>1 détenu</i>
<i>Blida.....</i>	<i>37 détenus</i>
<i>Tlemcen.....</i>	<i>3 détenus</i>

*D'autres détenus sont poursuivis pour des délits multiples, et nous devons les soutenir contre la répression et l'arbitraire.*

*Tous ces emprisonnés ont laissé derrière eux des épouses, des enfants, des parents qui se trouvent du jour au lendemain privés de leur soutien.*

Il est du devoir de tous les travailleurs conscients de la métropole de venir en aide à ceux qui souffrent de la sorte, pour une Algérie où il nous importe particulièrement de créer les bases du communisme libertaire.

En décrivant les horreurs du colonialisme, pour bien éclairer la lanterne du lecteur, j'ai été obligé de parler du passé pour préciser les horreurs du présent et, tout compte fait, les années glorieuses de la conquête étaient sûrement moins dure pour les Algériens que le raffinement de cruauté qu'ils subissent aujourd'hui.

Oui, pour nous, l'histoire de la domination française, de 1830 à nos jours, n'est rien d'autre qu'un calvaire sans fin et il faut être bien malin pour distinguer le passé du présent d'une « tyrannie » quotidienne.

N'est-ce pas que le ravage de plusieurs régions du département de Constantine par les bombes de l'aviation du très communiste ministre de l'Air, Tillon, en 1945, valent largement les ravages faits par les troupes françaises de 1842 en Kabylie ? Jadis, en mettait plusieurs mois pour saccager une région et assassiner quelques centaines d'innocents. Aujourd'hui, on balaye plusieurs régions et on fait passer de vie à trépas dix mille indigènes en quelques heures.

Jadis, les indigènes marchaient à pied pour manque de chemin de fer ; à présent, ils continuent de marcher à pied parce qu'ils ne peuvent rien se payer.

On a construit de belles bâtisses ? Par curiosité, allez voir à Alger combien d'indigènes couchent sous les ponts. Nos ancêtres mangeaient du pain à profusion ; or, je répète qu'actuellement nombreuses sont les familles qui se nourrissent de son d'orges et pas encore à satiété, parce que toutes les terres fertiles sont volées par les « civilisateurs ».

### **Le F.A.R.L.**

Évènement exceptionnel d'importance pour la lutte anticolonialiste, la création du Front Algérien pour la Défens et le Respect de la Liberté mérite de retenir l'attention de tous les travailleurs : le FADRL, groupant organisations extrêmement diverses, concrétise, en effet, la volonté d'union et d'action du peuple algérien.

Notre position anti-colonialiste, anti-impérialiste, anti-étatiste, étaient connues de chacun, il nous est aisé – et agréable – de pouvoir, du moins sur ce point, tomber, d'accord avec l'éditorialiste de « L'Algérie-Libre », lorsqu'il

commente favorablement la création du FADRL Messali Hadj lui-même, dont la position nationaliste-étatiste est sans équivoque, ne déclare-t-il pas ce qui suit :

*« Il est de mon devoir de souligner que l'objectif commun sur lequel se sont mis d'accord les différents partis ne constitue qu'un programme d'action minimum. L'Union réalisée au sein du Front est une Union limitée. »*

Il s'agit, avant tout (pour les participants) et surtout (pour nous), d'assurer la défense absolue des victimes de la répression, défense qui doit se traduire pour le combat pour l'éviction totale des colonialistes d'Algérie. « La valise ou le cercueil », disent certains, « *la valise ou le cercueil* », disons-nous avec eux !

À cet égard, d'ores et déjà, notre position est claire : tout faire pour chasser les sordides représentants de l'impérialisme français, tout tenter pour que le peuple algérien prenne conscience de la fécondité du communisme libertaire ! C'est là, le *vrai combat*.

Le profane, qui a suivi la lecture de mes articles, a dû se rendre compte que les colonialistes commencent toujours par semer la terreur, puis maintiennent l'épouvante pour conserver leur butin. C'est donc par pure politesse que je leur donne le nom d'apaches, alors que celui de monstres est plus exact.

## **Pour la libération des prisonniers Algériens**

*Le Libertaire*, 1/2/1952.

Quatre cents êtres humains, quatre cents malheureuses victimes du colonialisme, gisent dans les geôles algériennes, pour le seul crime de vouloir un peu plus de bien-être, un peu plus de liberté.

Quatre cents, le chiffre est officiel, et dix millions d'autres vivent courbés sous la terreur, chacun attendant les coups de l'horrible répression qui s'abat sur tout un peuple.

Homme libre, vous tous pour qui la liberté est autre chose qu'une exhibition de tribune ou un simple racolage politique, oui, vous tous, vous tous, hommes de cœur, resterez-vous indifférents à la douleur de vos semblables que l'on torture impunément en Algérie ? Serait-il possible que la conscience de tous les Français de France soit devenue sourde au point de rester indifférents à une injustice si flagrante qu'elle frise la monstruosité ?

Le seul crime est de refuser de vivre dans la misère. Le seul crime est de vouloir vivre en être humain digne de ce nom et de faire échec à des gouvernement qui, en ce XXe siècle, voudraient maintenir tout un peuple dans état d'esclavage.

Par de crises séditieuses, par un acte de rébellion violente, quoique l'enfer où ils vivent pourrait leur en faire un devoir absolu. Ils sont emprisonnés par simple raison raciale et plus encore peut-être par mesure préventive.

Ces quatre cents prisonniers sont victimes de provocations policières et chargés par le colonialisme des plus noirs complots. La simple raison : le colonialisme veut prévenir la révolte qui ne peut qu'éclater si la misère ne s'adoucit pas, si les droits que peut honnêtement revendiquer tout homme ne sont pas enfin respectée. Le colonialisme a peur. Il a peur de perdre sa poule aux œufs d'or. N'a-t-il pas, déjà, perdu l'Indochine ? La peur, qui pourrait être le commencement de la sagesse, aveugle le gouvernement, qui redouble ses coups, ses sévices et ses atrocités. Mais qu'il prenne garde, car, tôt ou tard, la violence appelle la violence et le colonialisme à tout à y perdre et rien à y gagner.

Mais que, dès à présent, les travailleurs de France prennent conscience des crimes et des atrocités qui sont commis en leur nom et qu'ils mêlent leurs protestations aux protestations du peuple algérien. L'entente – mutuelle – est possible et ne peut-être que fructueuse au sein de la véritable révolution libertaire.

Face à l'ignoble répression des colonialistes aux abois, crions en chœur : Mort aux tyrans !

### **AMAZIT Idir ou Yzir**

(Née le 6 janvier 1925, à Ifigha (Tizi-Ouzou, Algérie, mort le 4 décembre 2012, à Paris au 16ème arr.

Membre du Mouvement Libertaire Nord-Africain (Algérie).

Militant d'origine nord africaine, Idir Amazit (parfois orthographié Azamit) vivait en métropole en 1951 où il était membre du Mouvement Libertaire Nord-Africain (MLNA). Secrétaire de la Fédération de France de l'UDMA, il collaborait au *Libertaire* où il dénonçait l'exploitation dont étaient victimes les Nord-Africains. En 1955 il était l'auteur d'une brochure intitulée *Le Drame de l'Afrique du nord* et publiée par les Cahiers de Contre Courant.)

### **Avertissement aux colonialistes**

*Le Libertaire*, 19/10/1951

*Le camarade I. Amazit, secrétaire de la Fédération de France de l'Union Démocratique du Manifeste Algérien, protagoniste du courant d'unité d'action qui se faisait jour dans la région Parisienne sur le plan du combat anticolonialiste, a bien voulu offrir aux lecteurs du « Libertaire » la primeur d'un article sur la conférence colonialiste de Nairobi.*

*Cette conférence, dont nous avons rendu compte en son temps, réunissait 49 nations impérialistes désireuses d'assoir plus solidement leurs menées anti-populaire en Afrique. Il convenait, comme le fait I. Amazit, de mettre le fait en relief.*

Lançons un pavé dans la mare et troublons la ripaille des maîtres-crapauds. Il y a quelques semaines l'internationale des négriers et pillards colonialistes tenait une conférence à Nairobi, au Kenya. Son but ? Élaborer un plan stratégique commun aux puissances colonialistes africaines pour resserrer l'étau de l'esclavage sur les masses autochtones, et drainer plus facilement les richesses de notre continent vers les coffres forts des requins milliardaires des cartels financiers internationaux. L'aveu ! Le journal « *Le Monde* » connu pour ses attaches avec le Quai d'Orsay et les sphères financières nous le donne en ces termes combien cyniques ! « *L'Afrique est un immense réservoir d'hommes et de matières premières dont les puissances occidentales ne pourraient se passer* ». Matières premières et chair à canon ! Le 20<sup>e</sup> siècle est bien l'âge d'or de l'esclavage pour les impérialistes. Ces maîtres du moment disposent de notre peau tout comme de vulgaires maquignons de la Villette le font de celle du bétail ! Les crimes de la colonisation ont une nouvelle couverture inespérée, les

nécessités de la stratégie atlantique qui commander que l'on bâillonne les frondeurs anticolonialistes. *Ces Messieurs n'oublient qu'une chose, c'est qu'ils comptent sans NOUS, peuples d'Afrique !* Et nous ne croyons pas manquer de modestie en affirmant que NOUS sommes un élément déterminant dans la solution de leurs problèmes :

Il y a ce point sur lequel nous sommes d'accord avec tous les hommes libres du monde, c'est que nous ne serons les mercenaires ni de TRUMAN ni de STALINE. C'est un solennel avertissement que nous adressons à tous les sangliers fauteurs de guerre et partisans des blocs internationaux. La cause de leurs boutiques n'étant pas la nôtre, peuples africains, il est fortement probable que nous soyons absents lorsque leurs trompettes sonneront le Rassemblement sur le sentier de la guerre. Si j'étais une culotte de peau de l'état-major de la mare atlantique, comme Juin ou de Lattre de Tassigny, je me garderais bien cette fois d'enrégimenter par force les peuples coloniaux. C'est un risque gros et sérieux. Piétinés, bafoués, lorsqu'ils ne sont pas assassinés par centaines de milliers, il se pourrait qu'ils fassent partir les fusils et les mitrailleuses dans une direction qui n'est pas celle indiquée. En Indochine « les volontaires » coloniaux passent avec armes et bagages de l'autre côté de la barricade. Rappelons à ces messieurs, la révolte des mercenaires de Carthage. Ce que les peuples africains exigent, c'est leur indépendance totale et l'évolution vers une fraternité humaine, chacun dans le cadre de sa personnalité. Ils se refusent d'envisager toute solution transactionnelle avec des adversaires aussi déloyaux que les colonialistes. Cela serait un marché de

dupes dont ils seraient victimes. Nous détruirons les régimes colonialistes sur le continent africain à la première occasion, et prenant exemple sur nos maîtres, nous ne serons pas tellement scrupuleux sur le choix des moyens à employer. Non ! Les peuples africains n'oublient pas. Vaincus mais insoumis, leur volonté de libération est inéluctable !

## **Les tartarinades du Général Guillaume**

*Le Libertaire*, 26/10/1951

*Seul de toute la presse française, « Le Libertaire » remet en place le général Guillaume comme il convient. Les anticolonialistes en pantoufles et robe de chambre de « Franc-Tireur », de « Libération », de « L'Humanité », tonitruant lorsqu'il s'agit de piper les voix des électeurs algérien, ont à peine consacré quelques lignes à côté de la rubrique des chiens écrasés aux très graves et belliqueuses déclarations du général Guillaume. Anticolonialiste sans garrot, le « Libertaire » est heureux de combler cette lacune par la plume du camarade I. Amazit.*

Jusqu'à ces derniers temps, les gouverneurs et résidents généraux colonialistes jouaient les seigneurs en se gardant de descendre trop bas dans l'arène. Ils laissaient à leurs subalternes et aux écuyers indigènes, certaines besognes quelque peu répugnantes. Les temps ont changé, depuis la libération particulièrement. En Algérie « Naegelen la Fourchette » (1) a inauguré dès 1948 la provocation par complots fabriqués et injures directes. Il s'acquittait ainsi

d'une vulgaire besogne qui était jusque-là l'attribution des béni-oui-oui, à l'instar de l'analphabète marchand de poules de Bir-Rabalou, le bachagha Brahimi-Lakhdar, aujourd'hui décoré par les « fermiers-généralistes » de la IV<sup>e</sup> République. Ce dernier fut également nommé membre de l'Assemblée Algérienne, cette fois d'empoi au sein de laquelle il préside la commission de la santé publique et... de l'éducation nationale !!! N'est-ce pas là une preuve péremptoire de la sollicitude qu'ont les colonialistes de l'Atlas Algérien pour notre santé physique et morale ?

Au Maroc cette corvée était dévolue à un général sorti de la nuit des temps, l'homosexuel Hadj-Tami-El-Glaoui, puissant seigneur et pacha de Marrakech par la grâce des baïonnettes françaises. On se souvient des derniers outrages de cet infâme pantin au Sultan.

Voilà qu'à son tour le résidant général Guillaume met lui-même les pieds dans le plat. « *Exposant son programme* » (sic), notre tartarin « *qui s'est battu sur tous les champs de bataille* », ne provoque-t-il pas les nationalistes à un « *baroud* » ? Il l'accepterait avec joie, dit-il, et leur ferait « *manger de la paille !* ». Décidément il y en a qui ne vieillissent que pour escalader la cime des pantalonnades et de l'indécence. Face aux incartades de cet illustre guerrier de salon, le peuple marocain fort de son droit et de sa foi militante, réplique pour l'instant avec un calme et un sang-froid imperturbables comme il convient. Mais que le général Guillaume se rassure, les peuples Nord-Africains relèveront le gant lorsque le moment sera venu. Il n'y perdra rien : nous accepterons son « *baroud* », et pour rester dans son langage puisqu'il parle de taille, rappelons lui que les Nord-Africains ont servi leurs rations de fourrage à

d'autres arrogantes culottes de peau taillées comme lui. Le conquérant Robert Bugeaud a reçu des Algériens la correction que l'on sait, et le retentissant désastre d'Anoual infligé à Primo de Riveira est encore tout vivace dans l'esprit des Marocains. Il me serait très aisé de parler longuement du colonel Bauprêtre et du maréchal Randon qui ont tenus en échec pendant un quart de siècle par nos rudes et valeureux montagnards Kabyles qui décimèrent leurs soudards à Icheriden, aux Beni-Menguellats. Le général Guillaume joue les braves et les téméraires avec la peau des autres. Ce sont en effet les jeunes Français qu'il propose d'offrir aux poignards et aux balles des Marocains et non sa propre carcasse. Notre belliqueux Tartarin accepterait-il un combat singulier avec Allal-El-Fassi ou Mohammed-Hassan-El-Ouazani ? Nous avons de très sérieuses raisons d'en douter fortement, car nous ne connaissons que trop la fameuse proclamation guerrière des chefs militaires français qui est aussi celle du général Guillaume : « *Soldats, JE me battrais jusqu'à la dernière goutte de VOTRE sauf !* ».

Pour ce qui est de la main tendue aux jeunes Marocains « *égarés* », le général Guillaume est en retard, très en retard. D'autres naïfs ont essayé avant lui de diviser le peuple marocain. Ils ont essayé un cuisant échec, et sa leçon ne semble pas avoir servi puisque les mêmes niaiseries reviennent sur le tapis.

Là où le cynisme du général coiffe l'inconscience, c'est lorsqu'il annonce : « *J'entreprends à la radio une croisade de la vérité contre le message nationaliste* ».

Farceur va ! La « *vérité-colonialiste* » à domicile sur vos ondes par le général Guillaume ! Tout un programme, entendez-vous, travailleurs français ? Comme si vous étiez sensés l'ignorer, la vérité et les bienfaits de la « *civilisation colonialiste* ! ». Ne s'étaient-ils pas avec suffisamment d'éloquence à travers la misérable condition des 500000 travailleurs nord-africains en France, ces frères de lutte qui forme un sous-prolétariat que vous côtoyez journallement ? Là encore le général Guillaume sera servi.

Revendiquant l'honneur d'être en tête du combat anti-colonialiste parmi la presse française, « *le Libertaire* » entreprend de son côté une campagne de vérité (la vraie) sur le colonialisme, auprès du peuple des honnêtes gens. La conclusion de tout ceci ? Le général Guillaume aura beau brandir son sabre, il n'empêchera pas la révolte du peuple marocain. Cette révolte gronde de plus en plus fort, et le moment n'est pas si loin où elle explosera en projetant tous les colonialistes de son espèce aux quatre coins de la terre. Cette perspective, notre général ne l'ignore pas, voilà pourquoi ses tartarinades ne témoignent que d'une seule chose vraie, il a la peur au ventre et la diarrhée dans le pantalon !

---

(1) – « Naegelen-la-Fourchette » est le surnom donné par les Algériens à ce socialiste de parade qui a abaissé la « *profession* » de gouverneur général à un niveau plus bas que terre, ce qui est fait pour nous réjouir, natifs coloniaux. Tel un César de carnaval, harnaché d'un uniforme rutilant, chamarré de dorures, celui qui est aujourd'hui député des Basses-Alpes aimait se faire encenser dans les banquets qu'il se faisait un plaisir de présider à n'importe quelle occasion. Toujours aux frais des contribuables, ce Lucullus au petit pied a ainsi ripaillé à plus de 300 festins dont la plupart avec méchoui (mouton entier rôti, délice de Naegelen) offerts par la faune des traîtres du béni-oui-ouïsme.

## **Le glas du colonialisme : L'AFRIQUE terre de la Révolution**

*Le Libertaire*, 9/11/1951.

En Europe, les traditions de lutte et d'enthousiasme prolétarien ont été entamées dans leur virilité par le chancre d'une politicaillerie prônée par une caste de saltimbanques maîtres en versatilités et trahisons. Les sociaux-démocrates attardés et les bureaucrates de la 3<sup>ème</sup> Internationale portent une écrasante responsabilité de cette criminelle situation devant le monde ouvrier.

En refusant de s'enregistrer dans les principales formations syndicales à la dévotion des traîtres sociaux-démocrates de FO, des hommes en noir de la curie romaine de la CFTC et des opportunistes outrageants de la CGT, la classe ouvrière n'a pas perdue pour autant ses facultés d'indignation.

Sa léthargie n'est que momentanée et les maîtres de l'heur qui sont les premiers à ne pas douter de son réveil prochain. En attendant cette terrible échéance où les vainqueurs et les vaincus d'aujourd'hui auront une dernière et définitive explication, la métropole du capitalisme tend à se déplacer vers les contrées africaines jugées plus hospitalières. Là-bas, la bourgeoisie capitaliste de la vieille Europe tentera de créer dans les commodes conditions

colonialistes, un nouvel Eldorado du capital par l'industrie à bon compte des matières premières et... de l'indigène.

Nous affrontons l'avenir pour ce qui nous concerne avec un calme serein, persuadé que Jupiter a décidé de perdre ces chevaliers de l'industrie qui croient à leur pérennité.

C'est de pied ferme que nous accueillerons les requins du capitalisme et leurs argousins. D'Abidjan à Nairobi, de Tombouctou à Johannesburg, toute l'Afrique de couleur est secouée par de réconfortantes convulsions à contenu révolutionnaire non négligeable. Le Nord de l'Afrique est entré dans une phase de permanente ébullition. L'issue de cette gigantesque guerre de classe avec ses aspects divers ne peut être que l'explosion générale des systèmes présents et la projection aux quatre coins de la terre de tous les oppresseurs, européens et africains.

Dans le combat des vaillants peuples africains, il ne saurait y avoir de place aux spéculations sentimentales, aux ménagements, aux demi-mesures. Si par malheur les Africains méconnaissent les enseignements révolutionnaires intransigeants, ils retomberaient à coup sûr après leur libération du colonialisme, par la grâce des requins de la politique, dans la mare et la pourriture des régimes sociaux-démocrates qui émasculent une notable fraction du prolétariat d'Europe.

Les Africains devront frapper à ricochet pour anéantir le colonialisme des Européens et détruire irrémédiablement par le même coup les diverses institutions féodales et anachroniques locales. Briser sans nostalgie du passé ni faiblesse sentimentale les cercles

étroits sociaux, philosophiques, religieux ou traditionnels, qui confèrent à la société africaine un esprit médiéval, est une nécessité impérativement déterminante dans l'orientation positive de la révolution des prolétaires africains.

Les embuches ne manqueront pas. Le ramassis de minus arrivistes sans vergogne, la mafia des créatures serviles sans vergogne, la mafia des créatures serviles du colonialisme, la bourgeoisie conservatrice et féroce égoïste, tous ces animaux qui peuplent l'arche de Noé colonialiste, sait qu'ils feront un naufrage sans espoir avec leur ordre colonial.

C'est dire qu'il faut s'attendre de leur part à des soubresauts de résistance désespérée. Ce serait une erreur mortelle pour les militants de la révolution sociale et anti-colonialiste que de tenter la moindre récupération de ces éléments, de leur jeter la moindre planche de salut, de faire le moindre quartier à cette faune dont la trahison remonte par continuité familiale jusqu'à l'aurore du colonialisme.

La vigilance des éléments prolétariens de formation révolutionnaire, exercée sans relâche et avec intransigeance, décèlera et dénoncera impitoyablement toutes les fissures et intrigues dans le camp de la révolution sociale et anticolonialiste. Leur obstination balayera tous les écueils, avec la solidarité fraternelle de tous les révolutionnaires internationaux.

Le colonialisme qui est le maillon le plus solide dans la chaîne du capitalisme, ne sera plus qu'un dantesque souvenir pour le plus grand bien de l'ensemble du prolétariat international.

## **Le glas du colonialisme : Hallali de l'Union Française**

*Le Libertaire*, 9/11/1951

*Les « Tartarinades du Général guillaume », analysées par Idir Amazit dans le « Libertaire » du 26 octobre, auront retenu l'attention de nos lecteurs.*

*Que la provocation systématique à l'égard de la population marocaine, pratiquée par le général Tartarin, ait pu réussir à susciter une explosion violente d'indignation, l'article du camarade Idir Amazit le préfigurait.*

*Or d'autres provocations sont tramées, d'autres offensives anti-impérialistes se préparent : il nous était donc un devoir d'ouvrir une fois de plus nos colonnes à une information approfondie sur les événements en cours, rédigée spécialement pour le « Libertaire » par un observateur aussi averti qu'Idir Amazit.*

Tout le monde sait que les colonialistes français et anglais concurrents déloyaux dans la course à l'esclavage, se détestent « cordialement ». C'est ainsi que lorsque le Majlis de Téhéran vote la nationalisation des pétroles expropriant l'AIOC, les milieux colonialistes français se frottèrent les mains. Quelle cinglante humiliation venait d'être infligée à l'orgueil britannique ! Le plus humble financier du Royaume-Uni a profondément ressenti à rugissement du lion de Sa Majesté à qui un vieillard de 70 ans, le Dr Mossadegh, venant de tordre la queue ! Quelle belle revanche sur la « perfide Albion » dont le dernier coup de pied en vache a prêté à la France la Syrie

et le Liban jusque-là « protégées » par son « génie latin », colonialiste et « civilisateur ». On se souvient que les pauvres bataillons du général Catroux furent proprement consignés dans leurs casernes par le général Spears, qui menaçait de faire donner sa RAF et ses blindés contre eux, au cas où ils s'emploieraient contre les foules de Damas et de Beyrouth qui proclamaient l'indépendance de leurs pays contre le gré d'une autorité française ainsi garrotée. La turbulence iranienne a rapidement pris une extension d'une fulgurance que les stratèges en impérialisme les plus avertis n'avaient pas prévue.

Ainsi l'Iran, l'Égypte, l'Irak, demain la Transjordanie. Dans une « heureuse » prophétie lord Strabolgi (travailliste) prédit l'extension de la révolte arabe à l'Union française « *Le mouvement de révolte va s'étendre à toute l'Afrique du Nord Musulmane et à l'Afrique Occidentale Française ; les Français en sauront quelque chose* ». En vérité les colonialistes français le savent, et déjà ils mouillent leurs pantalons.

### **Marchandage Franco-Anglo-Américain**

Revenant sur leur attitude première au début du conflit Anglo-Iranien, les Français offrent aujourd'hui leur soutien sans réserve à la nation « sœur-ennemie » en impérialisme dans son démêlés avec les pays arabes du Moyen-Orient.

Que l'on ne s'y trompe point, ce soutien est bien loin d'être apporté de bon cœur. Ce n'est qu'une hypothèque morale, un prêt, que le ministre « étranger » aux Affaires Françaises Schuman, aura grand besoin de récupérer lors du débat à l'ONU sur la question marocain, dont l'inscription à l'ordre du jour est demandée par les sept nations qui forment la Ligue arabe conformément aux

décisions prises par cet organisme à sa réunion d'Alexandrie.

La position britannique devrait donc être claire, c'est-à-dire, soutien de la « protection » française au Maroc, à moins que la perfide Albion joue à la France une fois de plus un de ses mauvais tours dont la diplomatie de sa Royale Majesté détient le secret. Pour l'instant Paris s'emploie au moins à neutraliser Washington et d'écoeurants marchandages battent leur plein. Le gouvernement français préférera bientôt se plier aux exigences des militaires du Pentagone et des hommes d'affaires américains qui envahissent le Maroc où ils sont déjà au nombre de 20000, que de voir déballer toute la pourriture de sa « protection » colonialiste dans un débat international à l'ONU.

Nous ne sommes nullement surpris de toutes ces tractations qui du reste ne déplacent pas le problème d'une seule coudée : en France Gribouille est roi.

### **Maroc**

En apparence l'Afrique du Nord est calme, mais d'un calme chargé d'électricité, car en réalité le sentiment de révolte est à son paroxysme. On ne piétine pas impunément le sens de l'honneur, la volonté et la liberté d'un musulman qui n'oublie et ne pardonne que très difficilement même lorsqu'il feint de le faire. L'action coordonnée du jeu de la solidarité musulmane, de l'action des masses Nord-Africaines et du peuple de France, avec les peuples internationaux libérés du colonialisme, déchainera tôt ou tard l'ouragan de la liberté sur l'Afrique du Nord pour en balayer tous les vestiges du colonialisme

en dépit de ses assises séculaires. Contre cela également, toutes les réunions du 28 avenue de l'Opéra (1) ne peuvent rien.

L'Union anticolonialiste la plus large et la plus solide est réalisée au Maroc entre tous les partis nationalistes, le souverain, les Oulémas, les intellectuels, les commerçants, les travailleurs, les artisans, les Arabes, les Berbères. Les porte-paroles les plus qualifiés du peuple Marocain ont déclaré qu'ils accepteraient l'aide de n'importe qui, contre le colonialisme français. On comprendra ainsi plus facilement pourquoi les Marocains rigolent franchement devant les tartarinades du général Guillaume lorsqu'il menace ou embauche des trompettes de victoire. La plus cinglante réplique vient de lui être administrée à l'occasion des élections pour le renouvellement des Chambres de Commerce d'où sont issus les délégués au Conseil du Gouvernement qui siègera dans quelques semaines. Les électeurs au nombre de 150000 sont des commerçants et artisans payant patente. Le restant de la population marocain (7 millions d'habitants) ne vote EN AUCUN OCCASION.

Le général Juin avait soumis au Sultan un dahir (décret) réformant la loi électorale qui dépasse de très loin en truquage le système des apparentements en France. On se souvient que pendant de longs mois le Sultan refusa de signer pour ne s'incliner finalement que devant la menace d'une guerre civile qu'était prêt à provoquer sur ordre, cet infâme domestique de la résidence générale, le fameux Glaoui qui marchait sur Fez avec 20000 cavaliers ignorants et inconscients du rôle qu'on leur faisait ainsi jouer.

Le mot d'ordre d'abstention a été lancé partout par toutes les organisations marocaines et le général Guillaume s'est trouvé dans un beau pétrin. L'abstention a été effective et totale si l'on considère que la résidence et la police se sont démenées comme des diables pour ne racoler que 7 candidats pour la médina de Fez alors que le dahir si inique soit-il prévoit 22 sièges à pourvoir. La police a convoqué dans ses locaux particulièrement à Rabat, Fez, Casablanca, Marrakech, de nombreux Marocains qui ont été menacés des pires ennuis s'ils n'acceptaient pas... d'être candidats !!! C'est ainsi que dans ce singulier scrutin, le nombre des suffrages réellement exprimés a probablement été inférieur au nombre de sièges à pourvoir. L'affaire ne fut arrangée que par le truquage, par la valse des urnes. On admirera à travers ces fruits les « beautés » du protectorat que le général Guillaume pensait redorer en y donnant un vernis démocratique la veille de la réunion de l'ONU. L'échec qu'il subit est retentissant, il en tremble et il s'en venge. Ses sbires policiers ont chargé la foule 6 morts, 72 blessés graves, plus de 500 arrestations (parmi les Marocains qui ne voulaient pas voter ou prêchaient l'abstention. « *Ne pas voter c'est trahir Sa Majesté le Sultan* » a déclaré le général Tartarin qui s'est rendu en toute hâte auprès du souverain la veille du scrutin afin d'obtenir de lui une déclaration officielle invitant la population à participer aux élections. Le sultan a refusé. Ses déclarations burlesques et tonitruantes, ses initiatives désordonnées et malheureuses témoignent que le général Guillaume ne comprend rien au problème marocain. Lorsque Jupiter veut perdre quelqu'un il commence par lui ôter la raison, disaient les sages de l'antiquité. En guise de sagesse et de

raison, il ne reste plus au général Guillaume et aux colonialistes français, qu'un vieux sabre impuissant et rouillée.

### **Algérie**

La situation n'est pas la meilleure pour nos junkers de l'Atlas algériens. Nous n'oublions pas le massacre de sang-froid de nos 45000 hommes, femmes, enfants, vieillards de 1945. Après la chute de l'hitlérisme, ceux que les pisseurs d'encre à gages avaient baptisés pompeusement pour les circonstances « nos glorieux soldats de l'armée d'Afrique », qui ont porté la liberté aux autres, au bout de leurs baïonnettes, au quatre coins de l'Europe, ne retrouvèrent dans leurs foyers que vols, viols, pillages, destructions, massacres, deuil. Les assassins de Dechmyl où l'on abattit froidement dans le dos, des électeurs algériens qui ne voulaient pas « *bien voter* », les expéditions punitives de Sidi-Ali-Bounab, les ravages occasionnés dans la ville musulmane de Mascara livrée à un régiment de soudards de la légion de l'étrangère, les viols périodiques de la conscience des Algériens au cours délections qui constituent une prostitution du suffrage universel sans précédent, à travers les âges de l'humanité, autant de ruines accablantes parmi d'autres au dossier des sangliers colonialistes algériens.

La récente constitution d'un bloc anti-colonialiste chez nous a jeté le désarroi dans les cercles officiels français et jusque parmi les milieux d'observateurs politiques occidentaux. Tout dernièrement, le secrétaire général de l'UDMA recevait (assez froidement) une délégation de journalistes occidentaux, dominée par les Anglo-Saxons.

Ces derniers firent remarquer à Ferhat Abbas qu'en acceptant l'aide des Italiens et en s'appuyant sur les éléments religieux, le front algérien faisait ainsi de la politique du pire, sinon désespérée. La réponse du leader de l'UDMA fut aussi nette que les récentes déclarations du Marocain Abdel-Khaleck Torrès (2) :

*« La politique du pire que les Algériens sont contraints de faire aujourd'hui n'est que la conséquence de la déchéance dont ils sont accablés par le régime colonialiste. La motion des droits de l'homme et des citoyens, signataire de la charte de l'Atlantique, au mépris de ses propres engagements, n'oppose toujours en 1951 que sa traditionnelle politique du sabre à nos appels et revendications formulés depuis un quart de siècle. Tout ceci avec la bénédiction des organismes internationaux parallèlement à l'indifférence sinon la complicité coupables de certaines nations qui passent pour détenir les canons de la démocratie. Face à cette situation, les Algériens n'ont plus que leur suprême ressource de s'organiser en s'appuyant sur tous les ennemis du régime colonialiste, dursent-ils pour cela faire la « politique du pire ».*

Le moindre commentaire ne ferait que diminuer la portée de ces déclarations qui constituent un sérieux avertissement à nos maîtres colonialistes. La presse étrangère a abondamment reproduit et commenté cette interview, particulièrement « L'Observer », journal conservateur de Londres à puissant tirage.

### **Tunisie**

Dans quelques jours, la Libye proclamera officiellement son Indépendance (3). Cet important évènement n'est pas fait pour calmer la nervosité de nos voisins tunisiens exaspérés à juste raison par les manœuvres et les

pourparlers qui traînent indéfiniment entre le Quai-d'Orsay et cette caricature du gouvernement tunisien. Le premier ministre Chenick est à Paris pour négocier un transfert de souveraineté limitée promis depuis plusieurs années. Il nous semble cette fois que les calculs habituels sortant de cette boursoufflure qui sert de boîte crânienne à M. Robert Schuman en seront pour leurs frais.

Les « grands conseillers » de la colonisation en Tunisie sont eux aussi en délégation à Paris où ils manoeuvrent et menacent. Les Tunisiens accepteront-ils un « os à ronger » ? Bourguiba fait le tour du monde pour compter ses atouts et ses amis, ce qui inquiète sérieusement les colonialistes français qui ne cessent de vitupérer contre lui. L'union anti-colonialiste la plus totale entre tous les éléments du peuple tunisien étant réalisée à l'instar de l'Afrique et du Maroc, une sérieuse recrudescence de l'agitation populaire pourrait intervenir après la proclamation de l'indépendance libyenne ou à la rentrée de Bourguiba en Tunisie, surtout si les ministres tunisiens à Paris sont renvoyés bredouilles dans leur pays.

L'Afrique du Nord est en ébullition incontestablement. Vaincue, mais insoumise, comme peuvent en témoigner les nombreux soubresauts populaires qui ont jalonné l'histoire de la colonisation française, elle explosera tôt ou tard, elle n'attend que son heure.

- 
- (1) – Au 28, avenue de l'Opéra, à Paris, se trouve installée dans des locaux spacieux et luxueux, une agence au titre combien innocent « *L'Office Algérien d'Action Économique et*

*Touristique* ». En réalité, c'est le siège central des « *États Généraux* » de la colonisation algérienne. C'est là que tient ses réunions officielles le fameux « *Comité de Défense de l'Afrique du Nord* » composé des trois « *gauleiters* » qui sont le gouverneur général de l'Algérie et les deux résidents généraux de Rabat et de Tunis. Ils sont assistés des trois généraux-commandants supérieurs des troupes en Afrique du Nord. C'est de là également que l'assemblée générale du colonat « *tombe* » ou impose au gouvernement tel ou tel fonctionnaire.

- (2) – Président du mouvement nationaliste antifranquiste u Maroc espagnol El-Islah-El-Ouatani.
- (3) – L'écroulement du pilier Hachémite étant consommé, les Britanniques, essaye de s'aménager une place forte en Lybie en proposant au cheik Idriss- El-Senoussi le rôle anglophile vacant de feu le roi Abdallah de Transjordanie.

### **La fusillade de Casablanca ou le colonialisme tel qu'il est**

*Le Libertaire*, 16/11/1951.

*Déjà le silence se fait autour des récentes exactions du général Tartarin-Guillaume. Or, nous l'avons écrit, la fusillade de Casablanca n'est qu'une épisode, plus spectaculaire que d'autres,*

*d'une « nouvelle » offensive colonialiste, appelée à se poursuivre... Nous nous devons donc, pour maintenir encore l'attention des travailleurs de France en éveil, de faire état des sentiments de nos camarades colonisés.*

*Idir Amazit s'en faire, une fois de plus, l'interprète auprès de nos lecteurs.*

Ainsi, travailleurs français, en ce jeudi de la Toussaint, alors qu'on célébrait « les morts et martyrs », six de nos frères marocains ont été expédiés dans l'autre monde, lâchement refroidis sur le pavé de Casablanca par les balles du colonialisme assassin. Six jeunes marocains pleins de vie, n'ayant comme arme que leur foi ardente et leurs poings, manifestant paisiblement en leur pays sans même « une lame Gillette dans la poche » ! Ces jeunes travailleurs ont eu le grand tort, aux yeux du général Guillaume, de prendre au sérieux les principes de la révolution de 1789 qui leur ont été pourtant enseignés sur les bancs des écoles françaises. Ces principes qui enseignent et incitent au combat pour la liberté, pour lesquels les hommes de 1789 conduisirent à l'échafaud jusqu'au chimiste Lavoisier parmi tant de charretées de félons.

En l'an de grâce 1951, sous la république quatrième du nom, servie par ses commis et ses fermiers généraux comme sous le « Roy », on assassine au nom de ces principes prostitués des hommes qui ne demandent que la vie et la vraie liberté. Le crime crapuleux du colonialisme à Casablanca supprime 6 hommes dans le camp des révoltés contre les honteuses iniquités et les absurdes conventions sociales. Plusieurs centaines d'autres combattants

exaspérés les remplacent avant même que leurs tombes ne soient scellées !

Deux jours après cet assassinat, la veille de l'ouverture de la session de l'ONU, 1000 travailleurs algériens se réunissaient à Paris pour célébrer la mémoire d'un des leurs, autre victime du colonialisme, le Dr Chérif Saadane, tué par le froid et l'humidité des cachots de la prison militaire de Constantine dans lesquels le colonialisme avait jeté ce tuberculeux. 1000 travailleurs de chez nous, UDMA, MTLD, quelques communistes, et des anarchistes, dont le vétéran Saïl Mohammed, ancien de la guerre d'Espagne au sein de la colonne internationale libertaire Durutti, membre de la Fédération anarchiste depuis près de quarante ans. C'était mieux qu'une réunion de parti...

Et à propos du Dr Saadane je livre à votre méditation, frère travailleurs français, ce sage pensé d'un illustre maître de la philosophie contemporaine hindoue, Rabindranah Tagore :

*« Nous n'aurons la paix et la liberté qu'on les méritant. Nous ne les mériterons qu'en payant leur prix leur prix total qui est : que les forts cessent d'être avides et que les faibles apprennent l'audace. L'histoire de l'humanité doit être écrite par toutes les races du monde unies dans un même effort. C'est pourquoi il n'est inadmissible qu'on vende sa conscience pour des questions politiques et qu'on fasse de sa patrie un fétiche. Les hommes qui meurent pour la vérité deviennent immortels, et de même si un peuple entier peut mourir pour la vérité, il sera tenu pour immortel dans l'histoire des hommes. »*

C'est ainsi que, il y a un quart de siècle, un jeune médecin de l'autre côté de la Méditerranée, convaincu jusqu'au plus

profond de son âme de la jeunesse de la cause de ses frères, brandissait tout seul l'étendard de la révolte à la tête des ouvriers et des paysans algériens contre le colonialisme et ses auxiliaires.

Les auxiliaires du colonialisme étaient et sont à Biskra, où exerçait ce jeune médecin, les Benganas, cette vieille dynastie de traîtres avec sa légion de caïds, aghas, bachaghas, coiffés par le CHEIKH-EL-ARAB. Cette famille de canailles, gibiers de potence, s'est enrichie par ces temps modernes qui couvrent de ses « parlementaires » élus à « l'Algérienne », et tient, à titre indicatif, près de la moitié du Constantinois, le plus vaste département algérien. Soutenu par le peuple des opprimés, le Dr Saadane ne tint tête victorieusement aux Benganas et devint le militant algérien le plus aimé, plus aimé que les leaders d'aujourd'hui les plus en vue, Ferhat Abbas et Messali eux-mêmes. Le colonialisme qui ne pardonne pas, acheva ce condamné à mort en sursis en le jetant, en 1945, dans les cellules froides de la sinistre prison militaire de Constantine, et massacrait 45000 des siens.

Tel est, travailleurs français, l'homme dont nous célébrons tous les ans la mémoire. Il est en quelque sorte « notre » Auguste Blanqui, « notre » Francisco Ferrer, « notre » Bakounine, ce qui, bien entendu, n'enlève rien, bien au contraire, à l'admiration que nous vouons à ces derniers. Les 1000 travailleurs algériens de la Grange-aux-Belles ont pris l'engagement de bouter hors leur pays le colonialisme assassin. Et la salle faillit crouler sous leurs applaudissements lorsque Ahmed Boumendjel, compagnon de lutte du Dr Saadane, déclara, faisant allusion aux anciens pays colonisés qui ont conquis le self-

gouvernement depuis la guerre, et aux coups que les peuples frères du Moyen-Orient assènent à l'impérialisme : « *Il faut accélérer notre organisation afin de passer à votre tour à l'action lorsque le moment sera propice. L'occasion n'est pas si éloignée qu'on le pense et nous ne saurions nous contenter d'applaudir et de célébrer les victoires des autres.* »

Voilà merveilleux complément à l'interview de Ferhat Abbas et aux déclarations du Marocain Abdel-Khalecq-Torrès dont nous avons entretenu nos lecteurs par notre précédent numéro du *Libertaire*.

Notre combat à nous, travailleurs coloniaux, est aussi le vôtre, travailleurs français, car le colonialisme n'est que la guerre fratricide entre nous, organisée par nos oppresseurs capitalistes communs. Lorsque le général Guillaume, s'ennuyant dans son palais de rabat, décidera un grand « *baroud* » contre les Arabes, question de se distraire et de ne pas perdre ses notions de stratégie guerrière, c'est vous, frères travailleurs français, vos enfants, qui serez exposés. Si le baroud tourne au désavantage du général guillaume, comme il se pourrait, il y aura toujours un avion fin prêt pour l'évacuer avec sa suite de généraux et de hauts fonctionnaires brigands. Il sera salué à son arrivée à Orly par une courbette à 45 degrés du petit ministre chrétien de la Défense, Georges Bidault, et le socialiste Vincent Auriol lui donnera l'accolade après l'avoir décoré en grande pompe sur l'esplanade des Invalides de l'ordre des « Chevaliers de la retraite ». au crépuscule de ses jours, lorsqu'il rendra son âme au ciel, sa carcasse n'ira pas reposer comme les vôtres et la même dans un quelconque pré où viendront brouter les ânes, elle ira aux Invalides, ce caveau de la famille des grands sanguinaires et tyrans. Il

aura droit à la grande bénédiction et à l'absolution intégrale de l'archevêque de Paris, question d'affirmer à une occasion de plus la traditionnelle alliance du sabre et du goupillon.

Dans leur criminelle cuisine, les brigands du triumvirat « politiciens-gouvernement-colonat », croient pouvoir tenir éternellement la queue de la poêle et nous faire sauter comme une crêpe selon leu bon plaisir. Patience, frira bien qui frira le dernier, selon l'expression de Victor Hugo.

---

**NDLR** – Dans notre précédent numéro du « LIB », dans l'article du camarade Amazit, « L'Hallali de l'Union Française », une malencontreuse erreur typographique nous a fait écrire, à propos de l'interview de Ferat Abbas : « *en acceptant l'aide des Italiens...* ». Il fallait lire : « *En acceptant l'acceptant l'aide des Staliniens* » !!...

### **Le colonialisme aux abois. Victoire de la France ?**

*Le Libertaire*, 23/11/1951.

Ainsi les marchandages qu'avait engagés le gouvernement français à l'échelle internationale pour écarter la question marocaine de l'ordre du jour de l'ONU seraient sur le point d'aboutir. Contrairement à ce qu'avait claironné le jésuite Robert Schuman au cours de son dernier voyage en Amérique, le gouvernement français a une terrible peur de voir déballer publiquement les « bienfaits » de sa « protection » au Maroc. Cette victoire de la Pyrrhus n'a pas été obtenue sans efforts et à vil prix. La France soutiendra l'impérialisme britannique contre la vague du nationalisme arabe qui le balaye au Moyen-Orient. Quant aux Américains, entière satisfaction leur sera donnée quant à leurs bases militaires au Maroc, et leurs

businessmen auront des positions privilégiées dans le commerce et l'industrie naissants de l'Empire Chérifien. Le problème marocain aurait fait découvrir aux moins de nouveaux marchands du temple à vocation colonialiste, tel Maurice Schuman qui a plaidé en commission et dans les couloirs la cause du colonialisme pourtant peu chrétien. Avant l'ouverture de la session de l'ONU à Paris, il a été faire un long périple à travers l'Amérique du Sud pour expliquer tous les « bienfaits » prodigués par la fille aînée de l'Église catholique et romaine aux païens du Maroc et d'ailleurs. Après avoir étayé les « réalisations » colonialistes de savantes démonstrations, il fit appel à la solidarité latine des nations d'Amérique du Sud. Nous ignorons encore la nature du troc dans cet odieux marché d'esclaves. Les gouvernements sud-américains qui accorderaient leur soutien à un colonialisme dont ils viennent à peine de sortir, commettraient une trahison impardonnable vis-à-vis de leurs propres peuples et de tous les opprimés de la terre.

Néanmoins, la conspiration de la liberté commence à cisailer les barbelés qui entourent cet immense camp de concentration qui s'appelle l'Union Française. Mis au pied du mur par la minorité de l'ONU formée par une multitude de petites nations qui sont bien loin d'être toutes arabes ou musulmanes, mais simplement des peuples qui savent et n'oublient pas, le ministre des Affaires étrangères Schuman est contraint de reprendre le dialogue avec ce même Sultan du Maroc à qui le général Juin faisait il y a seulement quelques mois les odieuses violences que l'on sait.

À Casablanca, les prisons françaises, viennent de recevoir 19 nouvelles recrues qui y feront un séjour de 4 à 18 mois. À Tizi-Ouzou en Algérie, la Cour d'Assises vient

de prononcer 6 condamnations à mort par contumace, 5 aux travaux forcés à perpétuité, 1 à 5 ans aux travaux forcés et 2500000 francs de dommages et d'intérêts. À Oran, la 4<sup>ème</sup> Chambre correctionnelle a prononcé 21 peines de 3 à 6 mois de prison dont quelques-uns avec sursis. À Madagascar, la situation est bien plus dramatique puisqu'on y assassine sans relâche depuis 1947. La situation géographique de cette île isolée du monde par un régime de terreur favorise l'action de massacre.

Non satisfaits d'avoir inondé la vallée de la Majunga du sang des 90000 malgaches par eux assassinés en 1947, les colons viennent de faire prononcer par les tribunaux à leurs ordres 55 nouvelles et graves condamnations parmi les membres du mouvement nationaliste malgache. 17 condamnations à mort, 12 aux travaux forcés à perpétuité, 2 à 20 ans de bagne, 4 à 15 ans, 9 à 10 ans, et 11 à 5 ans. Les 17 condamnés à mort viennent de rejoindre 16 autres en instance d'exécution à Fianarant dans les prisons de la République « fraternelle » et « égalitaire ». Au Grand-Bassam, les tribunaux jugent les 400 derniers des 2000 Africains arrêtés en 1950.

Abderahmane Azzam Pacha et les délégués arabes à l'ONU, connus pour leur esprit plus cartésien que celui des 25 conspirateurs qui forment la délégation française, feraient bien d'ouvrir l'œil et de ne pas relâcher d'un pouce leur offensive et leur vigilance.

« Victoire de la France », a claironné déjà la fange des journalistes qui bouffent en râtelier des fonds du colonialisme !

Voire ! Monsieur Benazet, Quillei, Mauriac, Pertinax et autres abjects bourreurs de crânes. La France serait-elle ces arrogantes culottes de peau que sont Juin, Delattre et Guillaume qui envoient les jeunes Français à la boucherie des guerres coloniales contre leurs frères de lutte et de misère ! J'entends les jeunes travailleurs, fils de travailleurs, comme moi jeune travailleurs algérien, parmi lesquels les généraux Guillaume et Delattre recrutent la 2<sup>e</sup> classes et caporaux qu'ils envoient à un massacre presque certain. Quitte à les gratifier au nom de « la nation reconnaissante » d'une citation à titre posthume s'ils dorment leur dernier sommeil en terre coloniale comme les 30000 d'Indochine.

Jeunes travailleurs français, vous ne ferez pas la guerre à vos frères des colonies, vous n'en avez ni le droit, ni l'intérêt.

Ainsi, devant la marche des dockers d'Alger, des montagnards du Djurdjura, des fellahs du Sersou au chant de *Min Djibalina*, le building du gouvernement général ne sera plus qu'une cabane de bambou et les profiteurs colonialistes que des fantômes.

## **La politique Arabe**

*Le Libertaire*, 30/11/1951.

*Déjà fortement handicapés ces derniers temps par la lutte sévère qu'ils engagent pour leur affranchissement total de l'impérialisme britannique, les pays arabes se trouvent devant un nouveau dilemme posé par la course aux armements. Il s'agit pour eux de prendre position vis-à-vis du bloc atlantique sur ses propres sollicitations. Les observateurs occidentaux espéraient sérieusement mettre les Arabes dans leur jeu, jusqu'à ces derniers événements d'Iran, d'Égypte et du Maroc qui sont venus poser le problème sur le terrain de la clarté.*

*La question arabe sollicite actuellement tous les esprits soucieux des événements internationaux. L'intérêt suscité par les analyses dernièrement effectuées dans le « Libertaire » nous autorise à poursuivre l'étude entreprise.*

*C'est à la demande de nombreux lecteurs que nous avons prié Idir Amazit, de consacrer un article à cette question :*

Les pays arabes qui ont proclamé publiquement leur neutralisme, sont foncièrement plus prêts du monde occidental en dépit de toutes ses vicissitudes, que du bloc

russe, et auraient certainement pris une position favorable aux atlantiques si ces derniers qui les oppriment encore avaient fait preuve d'une certaine « compréhension » quant à la satisfaction des revendications des peuples du Moyen-Orient.

Deux problèmes majeurs se trouvent donc posée parallèlement. D'une part l'organisation défensive du Moyen-Orient pour la défense du « *monde libre* » contre le « *péril communiste* », d'autre part, la lutte de ce même Moyen-Orient pour sa propre liberté.

Il ressort là quelque chose de contradictoire, à savoir que les Arabes opprimés sous divers formes par des nations atlantiques qui ne sont nullement pressées de les affranchir, ne considèrent pas le « *monde libre* » comme étant le monde de la liberté. Partant de ce raisonnement qui possède des bases solides, on comprendra leur réticence à ce joindre à une cause qui n'est la leur qu'en très faible partie, d'autant plus que pour eux le « *péril communiste* » est hypothétique et lointain, si l'on considère qu'au Moyen-Orient l'Iran mise à part, le stalinisme est pratiquement inexistant.

Notons que la propagande française aux États-Unis, inspiré par Pertinax, est pour beaucoup dans l'opposition de l'Occident aux franchises réclamées par les peuples arabes au Moyen-Orient.

En vérité, pour l'impérialisme du taureau gaulois, le « *péril* » du nationalisme arabes est un épouvantail bien écarlate que la bannière de Staline. En retardant la chute de l'Union Française, en indiquant partiellement le flot du nationalisme musulman par les Occidentaux ralliés à leurs

vues, les impérialistes français servent leurs intérêts exclusifs et immédiats, mais sabotent sciemment l'organisation atlantique dans son ensemble (en en écartant par leurs appétits insatiables d'éventuels nouveaux adhérents qui la renforcent). – Ceci est un constat et non un quelconque plaidoyer au profit du système atlantique qui ne saurait nous intéresser.

Les chancelleries arabes n'ont encore donné qu'une suite officielle aux « *propositions* » de coopération à l'Organisation à l'Organisation du Moyen-Orient qui leur ont été soumises par les ambassadeurs des quatre principaux intéressés (à savoir : l'Angleterre, la France et la Turquie), après la récente tournée de leurs généraux, à travers le Moyen-Orient. Les ministres arabes se réunissent à Paris pour étudier le problème. Anticipant l'Égypte a déclaré par le voix officielle de Salaheddine Pacha qu'elle ne saurait étudier les « propositions » occidentales avant que satisfaction ne lui soit donnée sur ses revendications nationales. Ce qui signifie que tant que durera la tension anglo-égyptienne, l'Atlantique pourra aller jusqu'au Bosphore mais elle ne passera pas par Alexandrie. L'Arabie Séoudite, le Yémen et la Syrie se rallieront probablement à la thèse égyptienne. Plus douteuse est l'attitude qu'observeront les gouvernements hachémite d'Irak et de Transjordanie. L'Angleterre les poussera à adopter une attitude de division au sein du bloc arabe dont certains observateurs à courte vue, qui prennent leurs désirs pour des réalités, ont déjà prophétisé l'éclatement. Londres fera miroiter l'éventualité d'un prêt au gouvernement d'Amman qui est à la veille d'une terrible banqueroute financière et

une révision partielle du traité anglo-irakien pour le gouvernement de Baghdâd.

Si les hommes qui gouvernent chez les Hachémites dévient par trop de la ligne des intérêts populaires et de la ligne des intérêts populaires et de la traditionnelle solidarité arabe, il se pourrait qu'ils offrent de nouvelles cibles aux balles des « frères musulmans » qui ont suspendu à leur tableau de chasse 3 têtes de chefs d'états en moins d'un semestre, le général irakien Ali Razmann, assassiné le 7 mars 1951, le Libanais Riad Solh, le 16 juillet 1951 et le roi Abdallah de Transjordanie le 20 juillet 1951 !

La position du 7<sup>e</sup> État de la ligue arabe, le Liban, n'est pas encore bien connue. Mais les dirigeants de ce pays chez qui la solidarité arabe n'est pas un vain mot, ne s'assièront que contraints à l'extrême et non d'un cœur léger, à la même table que le général israélien Yadiel Yadin.

Devant une situation aussi complexe, les Occidentaux affirment à qui veut l'entendre qu'ils organiseront, la défense du Moyen-Orient même sans les sept pays arabes. Dès lors, on se demande avec qui, car réduite aux seuls États d'Israël et de Turquie, cette contrée ne représenterait pas grand-chose. Pour l'instant, ils s'emploient à « travailler » les gouvernements arabes séparément et espèrent ainsi les faire rentrer au bercail. Nous pensons que leur méthode ne fera pas pas pas long feu, car elle sera éventée par les Arabes instruits par les sévères leçons de division d'un passé encore tout proche.

Par ailleurs, la fermeté s'étaient révélée fructueuse, les peuples iront jusqu'au bout même si telle n'est pas l'intention des gouvernements. Et nous demeurons

persuadés que sous les assauts implacables des révoltes populaires, l'impérialisme finira par rendre à César ce qui lui appartient, en lâchant sa proie.

---

**NDLR** – Le camarade Amazit que nous avons signalé la semaine dernière comme étant un des responsables de l'UDMA en France, nous prie de préciser que ces écrits n'expriment qu'un point de vue personnel et n'engagent que sa propre responsabilité.

## **Le calvaire des Nord-Africains**

*Le Libertaire*, 11/4/1952

Véritables déracinés en cette terre qui se réclame des Droits de l'Homme, les travailleurs nord-africains continuent à subir les offensives racistes « *sur tous les fronts* », pour employer le jargon des culottes de peau. Aux brigandages systématiques gouvernementaux dans le régime des allocations familiales dus aux artifices juridiques des tripoteurs de la 4<sup>e</sup> République ; aux brimades racistes éhontées de la police et instrument d'exécution des basses oeuvres au service des actuels fermiers généraux de la politicaille, s'ajoute cette permanente campagne de presse, par la quasi-totalité des journaux français, dont la moralité comme en conviendraient tous les esprits indépendants et saints, les destine tout juste à l'usage en ce lieu où même les rois vont à pied. Le moindre méfait dont un Nord-Africain a le malheur d'être l'auteur est montré en épingle à la « une » en romance dramatique fielleuse, alors que de véritables montres humains sévissent journallement en France et ailleurs pour n'avoir droit qu'à quelques lignes perdues dans la rubrique des chiens écrasées. Encouragés par les exemples des Pouvoirs publics, des organisations privées n'hésitent plus à faire entendre leur voix dans cet odieux concert de la mare aux crapauds. Les vibrants

sentiments nazistes et haineux de ces néo-aryens s'expriment en une verve dont à la violence s'allie une superbe éloquence ordurière, comme il sied à de piètres émules des grand Rabelais. Est-ce cela que vous avez voulu, ouvriers et paysans de 1789 qui avez déchaussé et déculotté vos bourgeois de l'époque pour équiper l'armée des sans-culottes sur ordre de Saint-Just ?

Et vous communards de Paris ? Non ! Bien sûr. Morts et vivants de la vraie France, jugez vos pairs dégénérés ! Parmi les prostitués du stylo et de la politique, qui vitupèrent contre les mêmes travailleurs nord-africains dont ils louaient hier encore la bravoure et les traditions guerrières pour des considérations de champs de bataille, un certain « *Comité de défense du Voisinage* » de la rue Gustave Rouanet dans le 18<sup>e</sup>, enlève la coupe de l'ignoble avec une respectable longueur d'avance, laissant bien loin derrière les célèbres docteurs ès-racisme, Rosenberg et Malon. Vous lirez en 2<sup>e</sup> page le texte d'un tract que ledit Comité adresse aux habitants du 18<sup>e</sup>.

Les lecteurs de *Lib* ne seront pas surpris, mais avouons que l'incartade d'aujourd'hui est de taille. La faune bourgeoise se traîne elle-même dans la boue. Au lieu d'entreprendre un effort de compréhension sur le drame es travailleurs nord-africains par une documentation impartiale, ces ribauds et ces ribauds de la rue Gustave Rouanet préfèrent la solution – combien facile – qui consiste à éluder ce douloureux problème avec un volcan d'injures et de vulgarités. Quel superbe aveu d'impuissance intellectuelle ! Et pour cause, à l'instar de tous les bourgeois pourris qui forment la cohorte des marchands du Temple, ces « *sélectionnés* » orgueilleux comme tous les sots, ne sont

que de pauvres cerveaux rétrécis et desséchés ! D'actualité de plus en plus brûlante, le problème colonial ne sera pas résolu pour autant par de violentes diatribes, fussent)elles dans le meilleur style de la langue verte. Les opprimés de tout poil apporteront la solution révolutionnaire qui, seule, viendra à bout des junkers du colonat qui seront écrasés par l'inexorable et puissant char de l'histoire. Les temps sont révolus où les colonisés ne laissaient que pour être des « *sujets loyaux* », taillables et corvéables à merci, en un mot, pour croupir dans le fumier de la résignation.

Au fait, pendant que les centaines de milliers de travailleurs nord-africains se font tondre, injurier et brimer impunément. Que font nos « élus », en particulier, les quinze députés eunuque de « *sérait Bourbon* », les Bendjelloul, Iadi Abdelkader, Bengana, etc. ?

En dignes politiciens de l'époque, ils traient, eux aussi, la vache à lait pour faire leur fromage et beurrer leurs épinards. Ils ripaillent, ils plastronnent avec leurs maîtres, ils livrent nos travailleurs pieds et poings liés à la surexploitation. Et quel gré leur en a-t-on, part une vile et peu substantielle récompense du tube digestif, sinon le plus souverain des mépris qu'ont tous les conquérants pour les traîtres qui leur livrent les clés de la citadelle ? En vérité, nous n'exprimons là aucune amertume, aucune déception, car nous n'attendons rien de ce côté-là. L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes, nous dit, à juste raison, l'internationale révolutionnaire. Les bourgeois, ces cochons gras qui veulent mourir de vieillesse, encore faut-il que je m'excuse auprès des porcs pour leur assimiler ces puants bipèdes, ne se laisseront pas déraciner de leurs monstrueux privilèges par les prières et

les lamentations. L'action fraternellement unie des travailleurs français et nord-africains contre nos oppresseurs communs, à l'usine, sur le chantier, peut-être demain derrière les barricades, saura leur faire rendre gorge et plier le genou.



COMITE DE DÉFENSE  
DU  
VOISINAGE

18<sup>e</sup> Art.

MM.

*Le Comité de Défense du Voisinage dont les bureaux sont installés, rue Rouanet, vous invite à communiquer la présente à tous vos locataires.*

CE QUE VOS LOCATAIRES  
DOIVENT SAVOIR

On lit dans l'*Aurore* du 22 septembre 1951 :

Des « Nord-Africains » envahissent un hospice lyonnais.

Vers 19h 30. Le 21.9.51, un agent de service au centre des « Nord-Africains » de Part Dieu à Lyon, demandait du renfort pour dégager l'entrée obstruée par de nombreux « Nord-Africains », ils voulurent pénétrer de force, ils étaient 300.

Leur intention fut de s'emparer des lits pour y coucher. Une bagarre sérieuse s'ensuivit pour s'approprier de l'hospice afin d'y régner en maître.

Deux agents furent blessés et hospitalisés.

MORALITÉ

Il fallait tout simplement actionner quelques mitrailleuses, ils auraient compris !

D'ici qu'un évènement semblable se produise à Paris, il n'y a pas loin :

Qu'attend donc le Gouvernement pour chasser ces salopards dans le bled ?

Paris est pourri de « Nord-Africains » !

TOUT MONTMARTRE AUX ABOIS !

**La souveraineté française ou la vertu de Zuleikha**

*Le Libertaire*, 18/4/1952

A mesure de brasier de la révolte s'étend en Union française, le profane homme de la rue, généralement néophyte de la dialectique politique, est appelé à connaître une nouveauté qu'il ignorait jusque-là au même titre que la « question de confiance », avant que les ministères ne châtassent tous les quarante jours !

Souveraineté française, œuvre française, intérêts français, voilà quelques-unes des formules qui assaisonnent les massacres périodiques auxquels ce génocide permanent qu'est le colonialisme aura recours pour tenter de maintenir ses privilèges sérieusement ébranlés. De toutes les « gloires » du colonialisme sous lesquelles les honnêtes gens ont porté le jugement le plus méprisant et le plus définitif, la souveraineté française est celle qui nous fait vomir le plus.

Verbe essentiellement tyrannique reposant sur le mensonge et la falsification d'une certaine histoire officielle, il empoisonne l'esprit du Français depuis l'école primaire en lui enseignant que les frontières de la France

qui une et indivisible comme la sainte Trinité, s'étirent jusqu'à Tananarive en passant par Tunis, Fez, Brazzaville, etc. les « négroïdes » africains et les « Sidis » sont donc partie intégrante de la grande France bâtie en mille ans par la magnificence de ses rois, au même titre que les jambes de Mistinguett et les écuries de Marcel Boussac. Les politiciens sont rarement gens cartésiens et leur logique est aussi mouvante que les dunes de sable du Sahara. Aussi, lorsque les originaires de la « France d'outre-mer » s'avisent de réclamer l'application de la loi française, qui en dépit des iniquités dont elle fourmille, desserre quelque peu le puissant étai des oligarchies colonialistes, la souveraineté française jette alors brutalement le masque jette alors brutalement le masque hypocrite du paternalisme dont elle se pare, pour nous dévoiler son faciès épouvantable et sanguinaire. Le dialogue entre le souverain et le sujet est alors interrompu de temps à autre par des rafales de mitrailleuses, question de ramener le naïf sujet, coupable de trop prendre au sérieux les bons enseignements, à une plus sereine « compréhension » des réalités. Dans tous les parallèles coloniaux, c'est toujours au nom de la souveraineté française, à l'ombre de la bannière tricolore, qu'on assassine, qu'on pille, qu'on vole, qu'on viole. Ce dont le profane doit prendre bonne note, c'est le mépris qu'ont les négriers modernes du colonialisme pour cette même souveraineté française, épouvantail à l'usage des autochtones et derrière lequel ils abritent et justifient leurs odieux brigandages. Ramassis d'aventuriers à la conscience élastique et au passé sans aveux, les junkers colons n'ont cure de la France, de sa souveraineté ou de son drapeau. Ils l'ont démontré. Joignant le verbe à l'action, les tenants

du colonialisme s'agitent et menacent dès que le gouvernement ou le Parlement s'avisent de les rappeler à l'ordre lorsqu'ils traînent trop bas dans la boue la nation dont ils se réclament. En 1937, les maires colonialistes d'Algérie, agités par un des leurs, le sinistre Gabriel Abbas, un véritable Charles Maurras, incurable hystérique et la haine et du racisme, faisaient capituler le gouvernement Blum qui appuyé par une forte majorité au Parlement, s'appêtait à voter une loi octroyant les avantages de la citoyenneté française à un fort modeste contingent d'Algériens (30000) choisis parmi les anciens militaires, les fonctionnaires et les universitaires. Ce jour-là la souveraineté française au sens métropolitain avait reçu un coup mortel aux yeux des générations présentes. L'après-guerre nous renforce inébranlablement dans cette conviction. Le massacre de 45000 Algériens en 1945 pour briser le mouvement au Manifeste, la menace d'un appel à l'ONU en 1947 des colons algériens par la voix de M. Boyer Bance si le Parlement français, qui discutait d'un projet de statut de l'Algérie, touchait aux privilèges des colons, etc.

Nous pouvons continuer ainsi longuement des citations aussi irrécusables.

Tant va la cruche à l'eau qu'elle se casse et c'est ainsi que nous avons fini par nous interroger sincèrement sur la souveraineté française. Dans leurs fonctions de ratissage et de maintien de l'ordre les CRS et les légionnaires des généraux Duval et Garbay, dont le couvre-chef n'est pas un bonnet phrygien comme chacun le sait, nous aidèrent à soulever le voile sous lequel se cachaient les vertus de cette souveraineté. Et savez-vous ce que nous en pensions ? Je

vous laisse le soin de e dégager plus impunément que moi à travers l'évocation fragmentaire de ce merveilleux conte d'Orient :

*« Il était au pays de Zarathoustra une troublante jeune blondinette dont la beauté ferait désertier le ciel aux anges. D'Ispahan à Chirez, de Samarchande à Michapour, les muses de la puissante armée des poètes et conteurs populaires ne tarissent pas en dithyrambes sur le suprême chef-d'œuvre de la création qu'était la belle Zuleïkha. Ils précisaient ostensiblement que la beauté de Zuleïkha n'avait d'égal que sa vertu. Un vieux poète rationaliste, ennemi des bruits des tambours et des vérités établies, entreprit par une enquête personnelle de vérifier non pas la beauté de Zuleïkha qui justifierait les suprêmes panégyriques, mais sa vertu. Et savez-vous ce qu'il découvrit ? Égarée par le démon Abriman, Zuleïkha la divine beauté sœur de la lune, Zuleïkha « la vertueuse » était une fille des ruisseaux ! ».*

Simple évocation littéraire, bien sûr, et honni soit qui mal y pense.

## **Le colonialisme tel qu'il est.**

### **L'œuvre du colonialisme ou le Baobab de Tartarin**

*Le Libertaine*, 25/4/1952.

Le célèbre Tartarin, d'Alphonse Daudet, qui prenait nos paisibles ânes de l'Atlas algérien pour de redoutables fauves du Kenya, a largement fait école avec les colonialistes. « *Un baobab, disait à ses admirateurs le chasseur de Tarascon, c'est un arbre gigantesque, immense, à vous couvrir toute la superficie de Tarascon. Venez voir, j'en ai un dans mon jardin.* » Et en ce lieu, il présentait une petite plante verte dans un petit pot ! Cette image du baobab est le reflet rigoureusement exact de ce que les primitifs à gages et les experts en falsifications et mensonges appellent impudemment l' « *Œuvre* » du colonialisme. Rendons-leur cette justice : les maîtres du bla-bla-bla, qui s'agitent, gigotent et baratinent sur les cascades des baraques foraines des boulevards extérieurs ou de la foire du Trône de la place de la Nation, ne font pas mieux lorsqu'ils invitent les nigauds et les badauds à visiter leurs monstres, à admirer leurs exhibitions. S'il est exact que le colonialisme a effectivement à son actif certaines réalisations, il n'est pas moins exact qu'elles sont dans leur quasi-totalité à l'usage et au bénéfice exclusif de la classe dominante. On a construit des routes et des chemins de fer pour desservir les domaines des « *seigneurs* » de la colonisation, les mines de charbon, de fer, de phosphates, des puissants trusts coloniaux. Tel conseil général dilapider des millions à construire une route de plusieurs kilomètres reliant la route nationale X au domaine du colon Z,

précisément membre du même conseil général au sein duquel il est assuré avec ses amis colons d'une confortable et permanente majorité, grâce au système éminemment démocratique qui préside à la représentation dans les territoires d'outre-mer.

Les conseillers généraux élus par les 9 millions d'Algériens par exemple ne sauraient en aucun cas être numériquement supérieurs aux deux cinquièmes (2/5) de l'effectif des conseils généraux de leurs départements. Les trois autres cinquièmes étant dévolus à la minorité des 800000 Européens, dits Français. Bien entendu à tout seigneur tout honneur : les Français votent dans un collège électoral pur, séparé. Des dépenses somptueuses, dites de souveraineté ? Elles sont aussi innombrables. Retenons quelques-unes :

- Téléphone sous-marin Alger-Oran, coût 400 millions de 1927.
- Voie ferrée Constantine-Oued-Athmanior (desservant les fermes de M. Bonefoy), coût 200 millions de 1927 (supprimé quelque temps après parce que ne rendant pas le moindre service à la collectivité).
- Ligne Djidjelli-El-Milia, en vue de l'exploitation des mines de Beni-Haroun, coût 300 millions de 1927. Abandonnée.
- Le Transsaharien ? Peut-être, nous dira-t-on un jour les millions inutilement engloutis.

Comme on le voit, les familles Rothschild, de Peyerimhoff, la Maison Mirabaud et leurs satellites algériens, coutent cher à l'Algérie. Budget de classe, budget de race, le budget algérien est alimenté dans la proposition de 80% par les Musulmans sous forme d'impôts indirects.

Les statistiques officielles de l'administration et de la grosse colonisation préfèrent ergoter avec une apparente bonne foi, en soulignant la contribution relativement insignifiante des musulmans aux impôts directs. Et pour cause : les populations musulmanes ne sont plus composées dans leur immense majorité que de salariés. Ce budget a organisé lentement la sous-prolétarisation des masses, a fait la prospérité de la grosse Colonisation qui le gère en maîtresse absolue, se refusant à outiller, à industrialiser le pays en accord avec le gros capitalisme de la métropole, qui veut éviter avant tout la concurrence sur le plan international. Enfin, le paupérisme et l'asphyxie de l'Algérie sont achevés par achevés par le monopole du pavillon qui oblige son commerce extérieur à passer par les seuls armateurs français, qui s'en paient une bonne tranche comme on le devine. Le pays, déjà en retard, risque de périr dans l'asphyxie et la famine, le vin a remplacé le blé et les autres céréales. On importe aussi de l'orge de l'Irak. On ne veut pas industrialiser le pays, organiser et faciliter ses échanges commerciaux qui offrent des possibilités immenses et rentables. Par là même, on maintient volontairement le prolétariat dans un chômage permanent. D'autres aspects de la colonisation seront examinés dans une série d'articles à suivre.

### **L'œuvre du colonialisme.**

#### **Nature et aspect de la colonisation en Algérie**

*Le Libertaire, 2/5/1952.*

Nous n'insisterons jamais assez auprès des travailleurs de France, qui, de bonne foi, hélas, ne l'ignorent que trop, sur le caractère essentiellement féodal de la colonisation sous quelque parallèle qu'elle sévise. Par paresse intellectuelle ou indifférence, toutes deux coupables, le Français ignore le problème colonial au moins au même titre que la géographie. Au moment où les convulsions révolutionnaires des peuples coloniaux secouent admirablement aux prix d'un sang généreux le joug de cette monstrueuse entreprise d'esclavage et de barbarie modernes légalement codifiées, il est urgent et impératif que de ce côté-ci de la Méditerranée, le peuple des travailleurs, des honnêtes gens, nos alliés naturels en un mot, prennent conscience de leurs responsabilités morales et agissent en conséquence, c'est-à-dire dans le sens de la solidarité universelle des exploités. Si les défenseurs, les amis et les porte-parole efficaces des peuples coloniaux sont rares en France, la grosse colonisation dont les moyens matériels ne souffrent pratiquement pas de limites, peut aligner quant à elle une puissante ligne de journaux, avec une armée de pisseurs d'encre à gages, ces canailles du journalisme, chez qui la conscience n'est qu'une vulgaire marchandise de troc contre des billets bleus dans cette odieuse foire de négociants. Des millions de lecteurs et lectrices sont ainsi journellement dupés, emprisonnés par le mensonge et l'hypocrisie qui de nos tristes jours ont officiellement rang d'institutions d'état. Avec le *LJB* et la *F.A.* dont l'honneur est de ne jamais être du côté du manche quelle que soit la main qui le tient, nous essayons de combler cette lacune dans la mesure de nos moyens, certes modestes, mais sincères et désintéressés, ce qui n'est

pas peu dire au moment où la corruption, la cupidité et l'esprit de combine envahissent sans distinction toutes les branches de la vie publique et de la société. Pour détruire les contre-vérités des valets du colonialisme qui faussent le jugement des Français, nous publions quelques études chiffrées qui défient les polémiques et les démentis, que nous attendons de pied ferme au demeurant. Ces chiffres qui bousculeront sans ménagements les discours officiels les plus solennels, démontreront d'une façon péremptoire la misérable hypocrisie du colonialisme « *constructeur* », « *civilisateur...*, *émancipateur* », etc. avec leurs deux principales armes, le gendarme, et l'ignorance organisée, les oligarchies coloniales, ils tiennent solidement l'Algérie à travers ces parlements croupions, les Délégations Financières d'hier, l'Assemblée Algérienne d'aujourd'hui, en écartant systématiquement la participation même subalterne des Algériens à la gestion des affaires de leur pays. Après 120 années de « *bienfaits* » colonialistes il est très aisé de dresser un bilan succinct de la situation générale du pays sur les problèmes essentiels qui en constituent la structure.

- Expropriations et concessions au détriment des Algériens.
- Situation et accroissement démographique de la colonie Européenne.
- La féodalité tunisienne du colonat.
- La paysannerie Algérienne musulmane.
- L'industrie Algérienne et la production minière.
- État sanitaire des populations musulmanes, sécurité sociale.
- Instruction et enseignement.

Voici les principaux points que nous nous proposons de traiter dans nos prochains articles.

**L'œuvre du colonialisme.**

**Par l'épée et par la charrue.**

*Le Libertaire*, 9/5/1952.

Les immenses domaines que les seigneurs colons prétendent avoir payé « chèrement » en les ayant arrosé de leur sueur et « défriché » en bravant les fièvres et autre

fléaux plus ou moins imaginaires, ont été tout simplement volés aux paysans algériens de diverses manières. Pour des fins d'accaparement, des terres ont été baptisées « sans propriétaires », « abandonnées », etc... En vérité, on se chargeait de faire fuir dans les montagnes des populations régionales entières, qui avait le choix entre cette fuite et le massacre systématique lors de la conquête. Voisine de Cherchell, dont les ruines romaines, aujourd'hui encore, témoignent de l'hospitalité de la région, dominée par le Tombeau de la Chrétienne, l'immense plaine de la Mitidja, par exemple, qui n'était qu'un marais pestilentiel, aux dires des colonialistes, était tenue par des populations sédentaires parfaitement adaptées à l'agriculture, auxquelles les canons et les épées de Bugeaud ont fait élire domicile dans les montagnes Doumatas et Chenouas. C'est un brave de la fraction des Hadjoutes réfugiés dans la montagne Soumata, qui a abrégé les jours d'un conquérant dont la férocité a laissé des souvenirs sinistres, surtout en Grande-Kabylie, le colonel Bauprêtre, assassiné sous sa tente. Et là où les populations ont été quelque peu épargnées, on les a dépouillées de leurs terres « légalement », par des décrets d'expropriation, au nom de la loi du plus fort, au profit d'une horde de « conquistadors » qui suivaient l'armée. Voici quelques chiffres, incomplets, portant eux les meilleures terres algériennes, les seuls retables :

- a) Sous la Monarchie et la IIe République :  
1851 : 4773 concessions (19000 ha).
- b) Sous Napoléon-III :  
1853 : Compagnie Genevoise, 20000 ha.

1862 – 1863 : Forêts parmi les plus belles et les plus faciles à exploiter, concédés à une trentaine de bénéficiaires parmi lesquels certains « barons désaffectés dont il fallait satisfaire les courtisanes »... 160000 ha. Terres à blé : 51 concessionnaires, 50000 hectares.

1852 : Société Générale de l'Habra et la Macta (Oranie), 25000 ha.

c) Sous la IIIe République :

Dans l'ensemble, régime des lots de colonisations.

1870 – 1877 : 100 villages, 30000 colons.

1877 : Cependant, « Compagnie Algérienne » (Constantine), 100000 ha.

Enfin, en 1871, une gigantesque opération de séquestre, qui ruine et dissémine les populations Kabyles en châtiment de leur révolte à l'appel de Mokrani (révolte de 1856 à 1871), et qui leur coûte 2630000 hectares, toutes leurs terres cultivables. Et c'est ainsi que, de nos jours, les descendants des vaillants guerriers mussabilins vivent accrochés désespérément aux flancs des montagnes arides et rocheuses, qu'ils arrosent de leur sueur et de leur sang pour leur arracher une misérable subsistance.

### **Accroissement de la population européenne**

Attirés par la distribution des terres, les Européens ont peuplé le néo-Pérou, conquis par les glaives de Bugeaud, avec un accroissement fulgurant... malgré la fièvre, la peste, le choléra et autres fléaux, qui ne sévissaient que pour des besoins de propagande. De 1870 à 1877 : Passe de 195000 à 268000 habitants. En 1896, la population européenne passe à 536000 habitants dont déjà 218000 étrangers. La colonisation « par procuration » commence. Très tôt, dès

1877, le « régime militaire » est aboli pour les Européens, qui inaugurent la commune de plein exercice, alors qu'il est encore de rigueur, de nos jours, dans les territoires du Sud-Algérien, pour les musulmans, qui ne sont pas plus heureux dans le Telle et les Hauts-Plateaux, où ils subissent le fameux régime des communes mixtes. À la tête de ces dernières on roitelets les administrateurs de communes mixtes, fonctionnaires spécialement formés à Paris sur la base de principes comme le suivant : « *Quand il s'agit d'un Arabe, jetez le chien contre le chien.* » De nos jours, les Européens sont près d'un million d'habitants.

En 1900, le « Peuplement européen » songe à son indépendance, née des troubles antijuifs et arrache son autonomie financière à la Métropole. Depuis, que ce soit à travers les défunctes délégations financières ou de l'Assemblée Algérienne d'aujourd'hui, les oligarchies colonialistes gêne les « affaires » algériennes dans le sens que l'entendent les plus nobles chevaliers de l'industrie... de l'indigène.

Toute xénophobie mise à part, signalons le caractère varié du « Peuplement européen », dit français. On a baptisé « citoyens français » des hommes sans aveux, venus chercher une aventure fructueuse en cette terre qui fut et demeure promise par le colonialisme. Un cas parmi tant d'autres : M. Laurent Schiaffino, misérable pêcheur napolitain, dont la barque fut vomie par la tempête, il y a près d'un demi-siècle, sur nos rivages algériens, pour notre grand malheur. Aujourd'hui, ce puissant pontife, outre qu'il est un des plus grands, sinon le plus grand armateur de France, trône aux trusts suivant :

Depuis la Sanpan (ex-Compagnie Ch. Schiaffino) jusqu'à la Banque de l'Algérie et les mines du Kouif, il y en a bien quelques dizaines, dont la Compagnie d'Acconage d'Alger, la Société Générale des Mines d'Algérie et de Tunisie, la Société Algérienne des Eaux, la Société des Ateliers Terrin de l'Afrique du Nord, la Compagnie des Mines de Ghar-Rouban et de Sakamody, la Société des Mines de l'Oued-Rabah et d'Ais, la Société Minière du Haut-Guir, la Compagnie des Mines et Usines d'Algérie, Tunisie et Maroc, les Huileries Soudanaises, les raffineries du Pétrole de l'Étang de Berre, la Société Méditerranéenne de Combustibles, d'Affrètements et de Transit, la Société Algérienne d'Agence Maritime et Commerciale, l'agence maritime Algéro-Scandinave, les Transports Mayer, l'Union Française et Compagnie Réunies de fabriques d'Engins et de Produits Chimiques, etc., etc., car nous pourrions continuer à citer, mais le « pédigrée » est ainsi éloquent.

La semaine prochaine, la féodalité terrienne des colons et la paysannerie musulmane.

**L'œuvre du colonialisme.**

**La féodalité terrienne du colonat**

*Le Libertaire*, 16/5/1952.

Nous avons vu, dans notre précédent article, comment les paysans algériens ont été dépouillés de leurs terres. Après les opérations de séquestres et d'expropriations, le colonialisme n'avait plus qu'à « défraichir », à exploiter gens et terres. Rien de plus simple. Les populations indigènes déshéritées et refoulées sur les terres improductives des montagnes Kabyles ou des Hauts-Plateaux, n'ont plus que la suprême ressource de se

remettre au travail sur leurs propres terres, au service des colons qui les ont évincées. De plus en plus, les petits lots de colonisation tendent à disparaître, engloutis par les grands seigneurs fonciers, ce qui aboutit au grand domaine féodal généralisé. Déjà, d'après les statistiques du centenaire de la conquête, en 1930, on ne comptait plus que 26153 colons européens, répartis comme suite :

- 1,8 % possèdent moins de 10 hectares ;
- 2,24 % cultivant de 10 à 50 hectares ;
- 19,5 % exploitant de 50 à 100 hectares ;
- 76,4 % plus de 100 hectares.

Les exploitations de terres à céréales atteignent 15000 ha. De nos jours, 1300 gros propriétaires, dont 50 musulmans, exploitent 3300000 ha des meilleures terres. Quelques exemples : domaine Dusseaux, 18000 ha ; domaine Germain Branthomme (Mitidja), 15000 ha ; la Cie Algérienne, 100000 ha ; la Cie Genevoise, 25000 ha ; de Griou (de Sidi-Bel-Abbès), 23000 ha ; Gratton Faure (de Redjes), 10000 ha ; en 1951 (contre 300 en 1930) ; Borgeaud, 30000 ha ; etc...

Entre les mains d'une centaine de gros pontifes, le vignoble ouvre plus de 400000 ha et produit annuellement environ 25 millions d'hectolitres de vins. Ces derniers, consommés par 1/10<sup>e</sup> de la population (1 Européen pour 9 Musulman), assurent la prospérité de la grosse colonisation, équilibrent la balance commerciale, mais entraînent la pénurie du blé et d'autres céréales. Les naïfs penseront que de tels revenus assurent la prospérité générale du pays par les impôts. Erreurs, ces messieurs ne paient presque pas d'impôts, il est bien plus indiqué de

pressurer la masse des 9000000 d'indigènes. Ainsi, en 1952, sur un budget de 110 milliards, les « pòvres » vigneronns ne déboursent que 400 millions. Une goutte dans l'océan.

### **Paysannerie musulmane**

Outre les 50 gros propriétaires assimilables en tous points aux colons français, les statistiques nous donnent 1338770 « propriétaires » indigènes possédant en moyenne... deux hectares. Voilà à quoi est réduite toute la paysannerie algérienne. Quant à ceux qui ne sont pas propriétaires de deux hectares, ils forment la masse anonyme des sous-prolétaires travaillant presque gratuitement. Salaires des ouvriers agricoles algériens, des toiles eux étoiles : de 1870 à 1914, 1 franc à 1 f ; 50 par jour ; de 1914 à 1935, 4 à 8 frs par jour. En juillet 1847, les « salaires » furent relevés à ... 130 frs par jour. En 1952, ils sont entre 240 et 300 frs, selon les régions.

Pas de lois sociales, pas d'allocations familiales, pas d'organisation du travail dans l'agriculture, qui demeure un secteur « libre ». la loi votée dans la Métropole sur l'organisation du travail dans l'agriculture a vu son application refusée à l'Algérie par l'Assemblée nationale, sur intervention du général Aumeran, député PRL des puissants vigneronns de la Mitidja (juillet 1947). Le problème est très simple, comme on le voit, pour tous ceux dont la profession n'est pas d'ergoter. Il y a, d'une part, la puissanteunte des colons ayant à leur service des néo-jurandes qui veillent sur leurs intérêts, et, d'autre part le bétail humain indigène, garroté, taillable et corvéable à merci.

De marbre et cynique, les colons, imperméables aux idées tendant à promouvoir un monde harmonieux, croient dans leur folie à leur pérennité.

Jusqu'au jour où la colère, pour l'instant silencieuse, de la masse des parias, jettera dans les ravins aux hyènes et aux chacals, ou dans les cages aux fauves, les charognes de ses traîtres et de ses exploités.

### **L'œuvre du colonialisme.**

#### **L' « Industrie algérienne ».**

*Le Libertaire, 23/5/1952.*

Exploitée par de puissants trusts coloniaux comme un vaste monopole, l'Algérie demeure toujours imperméable à l'industrialisation. Le colonialisme redoute par-dessus tout une prise de conscience combattive du prolétariat algérien qui s'effectuera inévitablement par l'industrialisation qui entraîne automatiquement la spécialisation, le développement du syndicalisme, donc l'émancipation des masses inorganisées corporativement. Les maîtres du mouvement font tout ce qui est en leur

pouvoir, et ce n'est pas peu dire, pour renvoyer aux calendes grecques sinon reculer le plus longtemps possible cette terrible échéance. Ils n'auront pas manqué de s'instruire aux récents événements de Tunisie au cours desquels l'admirable comportement des travailleurs de l'UGTT a mis en relief le rôle déterminant des masses ouvrières lorsqu'elles sont entraînées scientifiquement et avec intensité dans le sens de l'action anticolonialiste. L'industrialisation de l'Algérie sur une vaste échelle aura des conséquences « désastreuses » pour les magnats de l'industrie française et pour les seigneurs de l'agriculture en Algérie. Elle concurrence les premières sur les marchés internationaux et arrachera aux seconds une main-d'œuvre à trop bon marché dont le recrutement déjà devient de plus en plus difficile. « *Néfastes* » à plus d'un titre comme on le voit elle est combattue énergiquement par les colons d'Algérie et les industriels de la Métropole. Bien que le pays offre d'immenses possibilités pour un rapide développement industriel, l'industrie et la technique modernes sont inexistantes. Toutes les matières, minerais, phosphates, lièges, alfa, etc... sont exportées sitôt extraites du sol pour être rachetées à prix fort sous forme de produits manufacturés pour le seul profit du monopole du pavillon et des familles Mirabeau, Rothschild, des Peyerimhof et autres pieuvres qui enlacent toute l'économie algérienne algérienne. Quelques bénéficiaires avoués au titre de l'année 1950 par quelques trusts contrôlés par ces familles : Cie Algérienne 99 millions ; Crédit Foncier d'Algérie et de Tunisie 90 millions ; Lièges des Hamendas 75 millions ; Cie Minière de Mzaïta 116 millions ; Tabacs Bastos 128 millions ; Phosphates de

Constantine 160 millions (contre 64 en 1947) ; Domaines de Karoulis 174 millions ; Mines de l'Ouenza (Rothschild 636 millions ; Banque d'Algérie et de Tunisie 590 000000, etc., etc...

Le prix d'une petite paire de ciseaux à Alger équivaut au prix d'un quintal de minerai de Beni-Saf qui est un des meilleurs au monde et particulièrement recherché. Tout comme leurs collègues du secteur agricole, les maîtres des mines et autres matières premières s'enrichissent scandaleusement par les bas salaires. En 1947, le salaire horaire des mineurs algériens n'était encore que de 19 frs 50 soit un peu plus de 3000 frs par mois, alors que le minimum vital des travailleurs français d'Algérie était pour la même année de 5300 frs contre 7500 fr dans la Métropole. Les bas salaires sont méthodiquement entretenus. Acheté à 2000 fr la tonne aux « Bédouins » algériens qui en assurent la cueillette, l'alfa est revendu à... 45000 fr la tonne à l'Angleterre, soit 22 fois son prix d'achat. L'Algérie qui cueille 150 à 160 kg d'alfa par jour recevra donc quant à lui une miette de ce Rupal gâteau un salaire journalier de 300 fr environ. L'exploitation des travailleurs algériens n'est pas l'apanage des seules organisations patronales. Complice de la grosse colonisation au sein des Comités et des Commissions chargés de fixer les salaires, l'administration algérienne exploite ses propres ouvriers et fonctionnaires musulmans. Un maçon algérien spécialisé dans la reconstruction des mines romaines de Djemila perçoit un salaire journalier de 400 fr contre 1100 fr à son camarade européen faisant le même travail. Quant à la formation technique, elle est à peine à ses premiers vagissements et se fait sur des bases et

des principes racistes qui en écartent presque toujours le jeune algérien. Astreints aux bas salaires ou au chômage, les travailleurs algériens fuient ainsi leur pays pour la France qui ne leur offre pas ce qu'ils seraient en droit d'attendre d'elle ne serait-ce qu'en récompense de l'impôt du sang qu'ils ont versé sur les champs de bataille pour la protection des coffres-forts de leurs maîtres et la liberté des autres. Ils acceptent les besognes les plus rebutantes à vil salaire pour subvenir aux besoins des familles demeurées sous la férule du colonialisme de l'autre côté de la Méditerranée.

À bonne école parmi les travailleurs français, ils prennent de plus en plus conscience de la servitude dont ils sont l'objet. Leur formation combattive s'accélère et tôt ou tard, au coude à coude avec les travailleurs français leurs frères de classe, ils feront rendre gorge et plier le genou à la section française de l'internationale des négriers et pillards colonialistes.

**Dossier du colonialisme**  
**État sanitaire et enseignement des populations algériennes.**

*Le Libertaire*, 30/5/1952.

Les hâbleurs les plus convaincus de l' « œuvre » du colonialisme français en Algérie ne sont forts que de l'ignorance de leurs auditeurs.

Il est très aisé pour tout esprit impartial qui l'entreprend, de les clouer au pilori. Aucune branche de la vie algérienne ne saurait mieux mettre en relief le lumineux fiasco de cette prétendue « œuvre », que l'état sanitaire, l'instruction et l'enseignement des populations algériennes. Faute de pouvoir les décimer totalement ou de les refouler dans le

décret du Sahara, le colonialisme entretint méthodiquement parmi ces populations, l'ignorance la plus intégrale, dans des conditions sanitaires effroyables. Et l'on se demande que seraient devenus les Algériens sans l'extrême vitalité et résistance de leur race devant le triste lot des fléaux que la colonisation a implanté ou entretient chez eux et qui se nomment tuberculose, maladies vénériennes, alcoolisme, prostitution, trachôme, etc, etc...

Les pouvoirs publics font preuve d'une carence aussi exaspérante qu'arrogante dans la lutte contre ces chantres sociaux qu'il est aisé de faire disparaître sinon d'amenuiser sévèrement. L'Assemblée Algérienne dilapide le budget (alimenté dans la proportion de 80 % par les Algériens en impôts indirects) pour des constructions dites de « sécurité » et de « souveraineté », constructions des casernes, prisons, gendarmeries, et se soucie fort peu de la construction des routes dans les douars, des écoles, des hôpitaux, dispensaires, centres de formations professionnelles, etc...

Car la souveraineté française et son inévitable cortège d'impératifs barbares ne peuvent reposer calmement que sur l'ignorance et le garrot, sur lesquels veille le gendarme qui, de temps à autre, appelle à sa rescousse les soudards et les ivrognes de la Légion, ces féroces soldats qui viennent rugir leurs cris de guerre, dont la *Marseillaise*, dans nos campagnes, en nous assassinant lorsque nous manquons de docilité. Le tout, bien entendu, de la mission civilisatrice de la très Chrétienne France, fille aînée de l'Église catholique, apostolique et romaine. Le bilan de cette « œuvre » civilisatrice est des plus chétifs sur le plan sanitaire.

Pour une superficie grande comme la France on compte environ 150 médecins de colonisation, soit un médecin pour 60 à 130000 habitants, selon les régions. L'Algérie compte 64 hôpitaux auxiliaires ayant en moyenne 15 lits chacun. La mortalité infantile oscille entre 60 et 70 % des naissances chez les Algériens.

Quand à la tuberculose ramenée des campagnes de la « Mère Patrie » par les soldats, des caves, hôtels humides et insalubre par les travailleurs algériens en France, contractée dans les travaux agricoles aux services du colonat par d'impitoyables et rigoureux intempéries, elle continue à faire des ravages effrayants. On a officiellement dénombré 400000 victimes de ce fléau pour la seule année 1945. Pierre d'achoppement de toute émancipation, l'instruction et l'enseignement sont méthodiquement sabotée par la grosse colonisation qui regrette vivement d'avoir laissé les quelques éléments épars qui lui causent aujourd'hui bien du mal en la combattant ce qui constitue aux yeux de ces messieurs un crime de lèse-majesté et une insolite ingratitude.

De l'avis de ce juste insatiable, l'instruction ne doit être prodiguée qu'au compte-gouttes et de préférence aux « *filz de grandes tentes* », ces domestiques héréditaires du colonialisme dont l'échine extra souple excluent toute velléité de rébellion.

Quant aux enfants des ouvriers et des paysans, nul besoin pour eux de s'instruire. Les immenses domaines des seigneurs de la colonisation les accueilleront toujours, ayant besoin d'une main-d'œuvre ignorante pour être bon

marché. L'hypocrite du paternalisme colon a frisé l'indécents et l'odieux en 1939.

À l'occasion du centenaire de la conquête, la Métropole offrait aux populations algériennes une somme de 150 millions (de 1939) pour des constructions scolaires. Les délégations financières d'Alger ne refusèrent-elles par ce royal cadeau sous prétexte « QUE LA FRANCE PORTERAIT GRAVEMENT ATTEINTE À L'AUTONOMIE FINANCIÈRE DE L'ALGÉRIE EN PRÉCISANT L'USAGE DE SES LIBÉRALISTES ».

Tout ceci, bien entendu, n'empêche pas la propagande raciste des colons, qui, toute honte bue, accable les Algériens en les rendant responsables de leur ignorance.

Tout ceci, bien entendu, n'empêche pas la propagande raciste des colons, qui, toute honte bue, accable les Algériens en les rendant responsables de leur ignorance. Une superbe canaillerie de leur cru qui a fait, hélas, bien des dupes parmi les Français de bonne foi de la Métropole, n'affirme-t-elle pas que ce ne sont point les écoles qui manquent aux Algériens, mais plutôt leur fréquentation par ces derniers ? mais les chiffres « OFFICIELS » eux-mêmes ne sont pas de cet avis. Organisme également officiel, « La Commission de la carte scolaire » nous livre en fin 1951 un bilan désastreux. Qu'on en juge :

Filles et garçons musulmans : 1 million 939563.

Fille et garçons non musulman : 147067.

Sur le nombre de 2087000, 390000 sont actuellement sedarisés, dont la TOTALE DES ENFANTS NON MUSULMANS. Les non scolarisés sont donc de l'ordre de 1800000 environ, tous enfants musulmans qui n'iront

jamais à l'école, car le rythme actuel de la scolarisation (30000 par an) n'absorbe qu'une infime proportion des excédents des naissances qui sont de l'ordre annuel de 120000 âmes.

Les résultats pratiques de la scolarisation chez les Musulmans après 120 ans d'occupation se traduisent par une élite très restreinte. On compte 75 médecins, 15 chirurgiens, 5 ingénieurs, 90 avocats, 10 professeurs de l'enseignement secondaire, 30 pharmaciens, 600 instituteurs. La répartition des bourses d'études se fait sur des bases racistes au détriment des jeunes Algériens pourtant plus nécessiteux et qui sont ainsi écartés des enseignements supérieurs.

En 1939, 210 bourses furent accordées aux étudiants musulmans, contre 1615 aux étudiants européens. Ce sont là des chiffres incomplets, mais plus au-dessous qu'au-dessus de la réalité. Le drame de la scolarisation de l'enfance algérienne qui s'aggrave d'année en année par un inquiétant accroissement démographique qui relève du lapinisme, est une véritable besogne de TITAN qui exige des mesures de salut public pour être quelque peu sérieusement entamé.

Pendant des années, l'Assemblée Algérienne, pour le résoudre, devrait lui consacrer au minimum 60 % de son budget, et la France devrait jeter dans cette lutte, sous forme d'aide, quelques centaines de milliards au détriment des corps expéditionnaires, des budgets de « sécurité », des services pénitentiaires, etc.

Ne versons pas dans l'aberration ou l'illusion. Entre ce que nous voudrions qu'il soit et ce qui sera, il y a la distance de la réalité à l'absurde.

Supposons un instant que la France renouvelle son geste libéral de 1939 en offrant 500 milliards pour la scolarisation algérienne (ce qui est impensable étant donné son climat politique et sa situation financière), les colons rejeteraient cette conjonction, de même qu'ils ne consentiront jamais que le budget algérien, qu'ils gèrent en maîtres, effectue une quelconque réalisation sérieuse au profit de la masse dont l'émancipation sous une quelconque forme va, dans la logique colonialiste, à l'encontre de leurs intérêts de classe.

Seules la prise en gérance des affaires du pays par les délégués des masses populaires pourra mettre fin au régime ignorantin, concentrationnaire, au paupérisme, aux fléaux sociaux qui sont les seules vertus réelles du colonialisme français.

Pour ce faire, la masse doit s'organiser sérieusement pour affronter la bête qui ne se laissera pas terrasser sans combattre, et dans ce farouche et dernier combat entre le colonialisme et nous, malheur aux vaincus. Forts de notre foi militante, de notre force et de nos droits, nous saurons le dernier mot.

**Le Maroc espagnol sous la botte de Franco.**

**Que manigance le Bourreau de Madrid ?**

*Le Libertaire*, 12/6/1952.

Indésirable à l'ONU, trop voyant à l'assemblée Byzantine dite « Européenne » de Strasbourg, Franco considéré à juste raison comme encombrant ou compromettant est ainsi vomé par des aéroports internationaux et des groupements régionaux. Il n'y a guère que l'Église catholique fidèle à son épouvantable histoire faite de persécutions et d'assassinats avec les Borgia, les Ignace de Loyola et autres généraux des jésuites, pour couvrir ouvertement de nos jours du Saint manteau de l'absolution, accueillir à la meilleure place de son giron, le grand inquisiteur de la liberté du vaillant peuple d'Espagne.

Le vieux sorcier Pie XII n'a-t-il pas décerné de ses propres mains « *le grand collier d'Isabelle la Catholique* » à une ancienne danseuse « *légère* » de music-hall, Evita Guarte,

connue alors dans les milieux artistiques galants de Buenos-Aires sous le sobriquet « *d'Evita les belles cuisses* », et aujourd'hui épouse d'un autre dictateur d'Argentine, cet autre général Domingo Perón ?

Vomi avons nous dit, le soudard ne désespère pas de se trouver du service. Il jette son dévolu sur la Méditerranée, point faible de la civilisation atlantique auprès de laquelle il s'imposerait enfin.

Il travaille à réaliser une alliance méditerranéenne avec des pays jusque-là réticents aux avancées des Atlantiques, les pays arabes. Après les discrets contacts des chancelleries qui durent depuis plusieurs années, le périple du ministre des Affaires étrangères Martin Artajo à travers le Moyen-Orient découvre sous un jour officiel les tractations du caudillo. La tournée de Martin Artajo et les réceptions officielles dont il a été l'objet ont été jugées sévèrement par les observateurs ennemis de l'oppression illustrée par le régime franquiste dont les féroces exactions quotidiennes constituent un arrogant défi à la liberté et au respect de l'individu. Parmi ces observateurs et protestataires au détriment des pays arabes, notons des personnalités et groupements nord-africains. France ne dit rien qu'il vaille aux pays arabes encore insuffisamment affranchis des diverses férules occidentales et plutôt imbus d'indépendance et de liberté comme en témoignent leur convulsions intérieures et leur neutralisme vis-à-vis des blocs internationaux, sinon qu'il tient à sa merci une fraction des leurs à travers le Maroc espagnol.

Toujours à l'avant-garde de la trahison et de l'intrigue, la maison des Hachimites, envoie en voyage à Madrid après

le roi Abdallah expédié en enfer par un brave justicier ; le régent d'Irak Abdul Illah, accompagné par son premier ministre, le général Nouri Saïd, agent de l'Angleterre et triporteur bien connu. Localisons le problème dans le périmètre qui nous intéresse. Dans cet odieux négoce politico-stratégique, Franco offrirait en marchandise de troc de desserrer quelque peu le puissant étai dans lequel il tient les Marocains, contre un personnage diplomatique des pays arabo-asiatiques à l'ONU et la conclusion d'une entente méditerranéenne qui le hisserait. Il assouplirait sa férule en levant l'interdit qui frappe la presse et l'activité des groupements nationaux marocains, et associerait les Marocains à la gérance des affaires de leur pays. Il n'est pas exclu qu'il fasse un « coup d'éclat » de pure façade en nommant à la place du général Garcia Varlno haut commissaire espagnol au Maroc, le général El-Hadj Mohamed Ben Miziane. Actuellement gouverneur militaire de Ceuta, le général Si El-Hadj Mohamed Miziane, créateur et serviteur fidèle du régime franquiste, n'a de marocain que le nom et l'origine hélas reniée, comme bon nombre des nôtres en Algérie. Cette poignée de poivre dans les yeux de l'opinion internationale, ne sera qu'une queue de poisson pour les marocains dont le sort ne changera pas pour autant. Nous avons vécu la même imposture en 1947 en Algérie lorsque le gouverneur général Chataigneau pensa museler l'opinion avec quelques os à ronger, en nommant spectaculairement quelques timorés des nôtres à des « fonctions importantes » où ils furent stérilisés loyalement. La manoeuvre ne fit pas long feu et nos frères marocains feraient bien de méditer notre expérience avec le colonialisme français, frère du régime franquiste. « Si

*Franco ne joue pas franc-jeu, nous serons ferme* », a déclaré le leader nationaliste Riffain Abd-El-Khaleck-Torrès.

Ce dernier qui n'est plus en nourrice pourtant se découvrira sous une certaine naïveté, car l'homme qui fusille les anarcho-révolutionnaires et les syndicalistes à Barcelone, qui ne joue pas franc-jeu avec ses propres compatriotes et citoyens, ne peut être plus sincère avec ses « *Sujets* » marocains. Nos frères Riffains feraient mieux d'accélérer leur organisation de combat afin de bouter hors du continent africain les soudards phalangistes et le régime colonialiste de Franco qui les étouffe. Les Riffains chez qui est encore très vivace le souvenir des glorieux combats engagés avec Abd-El-Krim contre l'armée conquérante de Primo de Riveira à qui ils infligèrent le retentissant désastre d'Anoual, sont les mieux désignés parmi les peuples d'Afrique du Nord pour donner le signal d'une insurrection générale nord-africaine, pour balayer les colonialistes franco-espagnols. Le trafic des armes et du matériel nécessaire à cette insurrection serait largement favorisé par les côtes marocaines et surtout par la zone internationale de Tanger. Hélas, et il nous est pénible d'en faire le constat, il n'y a pas de liaison entre les anarcho-révolutionnaires d'Espagne et les nationalistes Riffains. Certes de profondes divergences doctrinales subsistent entre eux, mais leur salut commun dépend de la chute du Caudillo. Il nous semblerait réaliste dès lors, qu'une unité d'action se réalisât sur ce point bien précis, sans qu'aucun des deux partenaires n'ait à effectuer le moindre abandon ou rentement de ses objectifs essentiels. Les nationalistes marocains et nos amis espagnols anti-franquistes, se complètent et se rapprochent, mais ne s'opposent point.

De nos jours, les victimes de franco se devaient de proclamer l'indépendance et la liberté du peuple marocain, même au prix de la dénonciation des accords d'Algésiras, dès leur ascension au pouvoir. Franco ne réprimerait pas aujourd'hui les grèves de Barcelone et de Madrid avec des légions de Tabors marocains, comme le feront demain les gouvernants français contre leurs grévistes ou insurgés avec les tirailleurs algériens et sénégalais. Notre regretté camarade Camillo Bernoni avait prévu cela et en fait grief aux Républicains espagnols dans son livre « *Guerre de classe* ». ne nous étendons pas en jérémiades sur les erreurs et les infortunés du passé. Il y a une liaison très étroite entre les autorités françaises et espagnoles pour le maintien de leur fêrûles respectives sur les zones marocaines. Une coordination entre nos amis républicains et anarcho-révolutionnaires clandestins d'Espagne d'une part et les nationaux marocains d'autre part, ne peut être que fructueuse. Cette entente doit s'étendre à tous les groupements et peuples d'Afrique du Nord afin d'opposer un front solide et uni aux généraux fusilleurs qu'ils soient, le capitaine général de la région militaire de Barcelone, ou le général commandant en chef des troupes de Tunisie, et qui imprimera à d'éventuelles convulsions une orientation dont ces culottes de peau ne tireraient pas des bulletins de victoire. Tout ceci sera inévitablement épaulé par la classe ouvrière de France chez qui la solidarité avec les peuples opprimés fait son chemin et renforcée par un respectable million de travailleurs nord-africains, vietnamiens, espagnols, africains, etc. que pense de tout cela nos camarades espagnols, particulièrement ceux isolés en France ? Le problème n'est ni absurde, ni cornélien, car

nous ne tentons pas le mariage de la carpe et du lapin. Il y a un front commun et une véritable internationale des oppresseurs. Les opprimés se doivent de donner vigoureusement la réplique sur le même plan d'organisation. C'est un impératif qui conditionne leur succès.

## **LE COLONIALISME FRANÇAIS SUR LE BANC D'INFAMIE.**

**Qu'attend la bavarde ONU pour enquêter sur un assassin ?**

*Le Libertaire*, 7/5/1953.

Le Togo, est une ancienne colonie allemande. Lorsqu'elle fut débarrasser de ses maîtres allemands, il ne faut pas croire qu'elle retrouva la liberté. En matière de colonisation, les exploitants blancs s'entendent parfaitement entre eux. Le Togo passa sous le contrôle international... blanc. On le partage on deux morceaux : l'un fut confié aux Anglais, l'autre aux Français. Ainsi, depuis des dizaines d'années, le Togo lutte pour son unité et son indépendance.

Or, on sait que le gouvernement français s'inscrit en tête de toutes les puissances colonialistes. Après les massacres de Sétif, de Madagascar, les fusillades de Côte-d'Ivoire, les journées sanglantes de Casablanca, ce n'est plus contestable, le gouvernement français est passé maître en art colonialiste.

Il se devait donc d'honorer cette réputation en choisissant pour le Togo un représentant qui ne contraste pas avec l'ensemble. C'est ainsi que les ministres français désignèrent pour le Togo, un assassin.

ils allèrent le chercher en Côte-d'Ivoire où il avait fait ses preuves.

En 1948, les gros planteurs, la Chambre du Commerce, les grandes banques, les sociétés de commerce, les esclavagistes forestiers, tous ces forbans modernes avaient soif... d'argent et de sang, comme toujours. Mais de temps en temps, ils le crient un peu plus fort. Ils réclamaient 10000 morts pour « *éclaircir* » la situation, rétablir le travail forcé et faire travailler pour rien les paysans noirs.

Paris leur envoya le gouverneur Péchoux, avec ordre de détruire le Rassemblement Démocratique Africain qui s'opposait à l'asservissement des populations, et voulaient que les Africains aient le droit de vivre.

Alors le néo-nazi Péchoux organisa provocations et massacres, arrestations massives, puis la torture et les « *Oradours* » togolais.

On vit de malheureux vieillards aveugles subir le supplice de la baignoire, les pieds attachés à une poulie et la tête plongé dans un sceau d'eau, des femmes battues avec une violence incroyable pour

leur faire dire qu'elles acceptaient de quitter le RDA et qui résistaient héroïquement.

On vit les tortionnaires aux ordres du gouverneur, battre jusqu'à la mort leurs victimes et inventer des supplices dines de l'imagination des plus sadiques exécutants de la Gestapo, puis des villages paisibles réveillés par les mitraillettes et brûlés. On vit des hommes traînés la corde au cou...

Les petits planteurs noirs commençaient à être chassés de leurs terres avec violence par l'administration. Tout un vaste plan d'asservissement comploté par les maîtres de l'Afrique Noire se développait. On allait tuer le retour de l'esclavage, Péchoux exécutant du complot était devenu le tyran, le dictateur, chef d'une sorte de gang de tueurs et de voleurs.

Les hommes de main du gouverneur étaient payés avec l'argent de l'administration, fruit de l'impôt versé par les travailleurs noirs pour organiser des simulacres de partis politiques que les sbires colonialistes nommaient sans rire « *Indépendants* » ou « *Progressistes* ».

Après quoi, les dits Indépendants allaient piller les villages et en chassaient leurs habitants. La sinistre agression dura près de trois ans.

Aujourd'hui, le proconsul Péchoux exerce son métier de satrape sanglant au Togo où il a déjà plusieurs morts à son actif. Il recrute une solide police à tout faire, usant pour cela des plus perfides moyens. Il sait que les Togolais du sud à cause d'anciennes discussions entre eux que l'administration colonialiste a exploité pour créer des divisions. Péchoux recrute donc des policiers dans le Nord et les arme contre leurs compatriotes du Sud

Pas de réunions, pas de journaux libres, pas même le droit d'organiser une fête et de jouer au Tam-Tam sans l'autorisation spéciale écrite de l'administrateur, sous peine d'arrestation, de « *passage à tabac* » et d'emprisonnement.

S'il est vrai que l'ONU a le droit de contrôle sur le Togo, qu'attend donc cet organisme pour ouvrir un dossier Péchoux, et lui demander de s'expliquer sur ses crimes présents et passés ?

## LES ASSASSINS DU PEUPLE INDOCHINOIS SE TROMPENT.

**Ils ne recruteront pas dans la classe ouvrière**

*Le Libertaire*, 11/6/1953.

Nous ne mettons jamais assez en garde les jeunes Français, les jeunes chômeurs particulièrement, contre les écoeurants racolages du recrutement dont ils sont l'objet. S'il y a des morts qu'il faut tuer, le militarisme qui reste à abattre se porte malheureusement mieux que jamais. En ces temps de pleine frénésie guerrière chaude et froide, la parole n'est plus qu'à la meute internationale des généraux qui dirigent en maître plus de 32 États dont les trois plus puissants : les USA, l'URSS et la Chine de Mao.

L'esprit du corps des parachutistes coloniaux est de ceux qui soulèvent les cœurs les mieux accrochés, irrésistiblement. En attendant, l'inévitable porte-à-porte des sergents recruteurs, des AFAT (Auxiliaires Féminines de l'Armée de Terre) et autres Madelons pin-ups, des camions publicitaires spécialement équipés à coups de millions puisés dans les poches des travailleurs, répandent à certains carrefours de Paris la propagande de ceux dont toute la fortune est constituée par la gloire d'assassiner les peuples coloniaux. Ces rabatteurs opèrent leurs racolages surtout dans les quartiers où ils risquent peu la colère et la riposte populaires. Ils n'iront pas débâler leur bazar sur le boulevard de Belleville, le peuple ouvrier du quartier révolutionnaire de Paris leur infligerait par solidarité avec les peuples coloniaux le cinglant accueil qu'ils méritent.

L'autre jour, une de ces officines ambulantes déversait sa propagande par haut-parleur au carrefour Villiers, sous la protection de la police. Rien n'y manquait : déploiements de parachutes sur les arbres du boulevard de Courcelles, projection de bandes relatant les exploits en Indochine des assassins au béret-rouge, exposition de trophées, photos, matériel d'action, vente de divers fétiches, etc..., le tout arrosé copieusement d'appels et de commentaires qui ne sont ni spirituels, ni discrets. L'effet de cette propagande est très certainement inverse à celui recherché par les services psychologiques du ministère de la Guerre. Hormis une infime minorité de jobards qui croient vaguement au patriotisme avec son inévitable cortège d'âneries

sentimentales et militaristes, les passants attirés par les bateleurs militaires repartent prestement avec une forte envie de vomir de dégoût et un brûlant désir de crier aux rabatteurs ce qu'on pense d'eux : Assassins ! Salauds ! Les yeux se décillent et les jeunes réalisent de plus en plus la crapulerie des entreprises des guerres coloniales. Les travailleurs unanimes ne peuvent que se réjouir de la sérieuse crise du recrutement en dépit des moyens perfectionnés déployés par l'armée à l'appui de ses offres alléchantes. Inaugurant le 28 mai, à Paris, le premier « *bureau de renseignements* » de l'armée destiné à documenter les jeunes sur le noble métier des armes et les avantages des carrières aux colonies, le général Molière a déclaré à brule-pourpoint que l'armée a besoin de personnel, mais qu'elle ne veut pas être un dépotoir ! Tiens, tiens ! Il y a donc des ordures dans l'armée française ? Il est bon qu'un général en activité vienne confirmer ce que nul non-conformiste n'ignore. Elle veut, a ajouté le général à la fine gueule, attirer les jeunes en connaissance de cause. Un vœu qui risque d'attendre longtemps avant d'être réalisé. Quant à ceux qui, en toute connaissance de cause, partent aux colonies pour y maintenir la présence française en réduisant tous les opposants, même quand ce sont les nourrissons tunisiens du Cap Bon embrochés à la baïonnettes et écrasés dans leurs berceaux à coup de crosses et de talons, qu'ils sachent que leur mission n'est ni sans péril, ni de tout repos. Les temps sont révolus où les colonisés, Africains ou Asiatiques, blancs, jaunes ou noir, mourraient docilement pour la gloire et le salut de la France quand elle est en péril, ou se laissaient assassiner par ses légionnaires en réclamant du pain, du soleil et de la liberté.

Bon nombre de ces volontaires au béret-rouge risquent de dormir leur dernier sommeil dans les sépultures sommaires des terres coloniales.

**Au Maroc, la France choisit ses valets :**

## **Un tenancier de maisons closes, le pacha El-Glaoui homme à tout du général Guillaume.**

*Le Libertaire*, 18/6/1953.

De part ses multiples compositions religieuses et ethniques, le nord de l'Afrique est le terrain idéal où le colonialisme français utilise la division des populations, sur laquelle repose toute sa politique depuis plus d'un siècle. L'attention de l'opinion a, une fois de plus, été attirée ces jours derniers par la pantalonnade de certains caïds et pachas du Maroc, coiffés par le vieux brigand El-Glaoui, pacha de Marrakech. Excité par ses instincts de despote médiéval, rongé par l'ambition, assoiffé d'honneurs, cet aventurier de l'espèce la plus vulgaire, dont toute la carrière administrative repose essentiellement sur une longue chaîne de trahisons, provocations et flagorneries, a atteint l'objectif qu'il s'est assigné : sortir sa carcasse de minus de l'abîme du néant. Avec le bienveillant concours du gouvernement français, rien ne nous a été épargné en matière d'informations avec luxe de détails sur El-Glaoui et sa fameuse pétition des caïds et pachas. Le caractère de cette « révolte » relève après examen sommaire de la tartufferie la plus pitoyable. Nommés par dahir (décret) du sultan, chef du Maghzen (gouvernement chérifien), les caïds et pachas qui seraient en quelque sorte, avec beaucoup d'exagération, des sous-préfets et préfets, brandissent l'étendard de la révolte contre une autorité qui peut les révoquer à tout instant sans le moindre appel. Il est vrai que le droit qu'avait le sultan de nommer et de sanctionner ses fonctionnaires après rapport et avis d'une commission du Maghzen a été réduit à peu de chose par l'administration française du protectorat, à son profit bien entendu. Elle en use dans le sens que l'on devine aisément, en révoquant les fonctionnaires qui renâclent devant ses exigences et en nommant ses fantoches. Il ne reste plus au sultan que le droit d'entériner par sa signature les nominations et les sanctions décidées par la résidence générale. C'est la résidence générale qui a organisé par l'intermédiaire du plus servile de ses domestiques, le pacha El-Glaoui, la pétition des caïds et pachas après en avoir liquidé, il y a quelques mois, un grand nombre qui n'auraient jamais marché dans cette manœuvre. Notons que le sultan a protesté avec force contre ces sanctions intervenues sans raisons administratives et contre son gré.

La longue préméditation de cette pétition ne fait donc pas de doute. Près d'un tiers de ses signataires appartiennent à la famille du Glaoui dont une légion de ses propres fils. Les plus importants pachas du Maroc et le plus puissant des caïds marocains, El-Ayadi, beau-frère du pacha de Marrakech, le meneur, ont refusé de suivre le Glaoui et réclament des sanctions contre lui et ses acolytes. Les « rebelles », outre l'attachement qu'ils proclament au gouvernement français, entendent plutôt l'attachent à leurs traitements et scandaleux privilèges, car ces argousins se moquent royalement de la France, reprochent au sultan un déviationnisme spirituel et des positions politiques trop conformes aux vues des Marocains qui ne sont, bien sûr, ni caïds ni pachas. Intrônisé par une assemblée générale du collège des Oulémas (docteurs en théologie), devant lesquels il est responsable, le sultan du Maroc est le chef suprême de la spiritualité avec le titre de Commandeur des Croyants. C'est en son nom que sont dites les prières dans toutes les mosquées de l'Empire chérifien.

On se demande comment des fonctionnaires, caïds, pachas ou autres se substitueraient aux oulémas qui ont voté à l'unanimité, ceux de Marrakech, fief du Glaoui, compris, une motion de confiance et de fidélité au Sultan, après la publication de la pétition !

Le côté politique de l'attitude du Sultan est plus connu que ses attributs religieux. Poussé par l'esprit de révolte des masses populaires féroce­ment exploitées par les colons et les féodaux marocains, Sidi Mohamed Ben Youssef a demandé à plusieurs reprises au gouvernement français la révision du traité du protectorat en vue de son abolition, pour proclamer la majorité, le droit à l'indépendance et à la liberté des Marocains. Et il faut être de ces commis et fermiers – généraux de la République des piastrophiles pour en être scandalisée ! Quant au pacha, El-Glaoui, c'est en mépris et dégoût qu'il est évalué de l'autre côté de la Méditerranée. Par ses débauches sexuelles célèbres, El-Glaoui est digne de présider la conférence des pervers du boulevard Edgar Quinet. Il a enlevé contre leur gré et celui de leurs familles plusieurs dizaines de filles marocaines qui gémissent cloîtrées à perpétuité dans les ténèbres de son gigantesque harem, car cet immonde salaud est un fervent disciple du sultan Abdelhamid de Turquie, l'homme aux 128 femmes. Il est également propriétaire d'une chaîne de « maisons closes » qui lui assurent d'énormes revenus.

C'est ce vieux féodal sort de la nuit des temps qui est le porte-drapeau de la France colonialiste. C'est cet infâme tenancier de bordels qui nous inflige sa morale d'hypocrite. C'est ce vieux bateleur, ennemi féroce de l'émancipation et du progrès qui pousse le cynisme jusqu'à se muer en champion de l'orthodoxie islamique et s'indigner de l'occidentalisme de la princesse Lala-Aïcha, fille du Sultan. Pensez donc, non contente d'avoir jeté le voile, de prendre la parole en public, pour haranguer les Marocaines en les incitant à prendre part activement à la lutte anticolonialiste de leurs pères, frères et maris, tout comme la princesse Zakia Lamine Bey à la tête des femmes tunisiennes, cette fille de satan ose se mettre en costume de bain dans la piscine privée du palais !

Le pédigrée de ce chien couchant est truffé de canailleries accumulées avant et surtout depuis l'occupation française du Maroc. Les turpitudes de ce potentat du Sud marocain ne sont possibles bien sûr qu'avec la protection des baïonnettes françaises qui ne sauraient se maintenir éternellement. Le combat anticolonialiste est en bonne voie.

C'est au cours des luttes de chaque instant que le peuple marocain acquerra une conscience révolutionnaire de plus en plus claire, que les revendications sociales prendront le pas sur les luttes de clans.

**Après le coup de force de la France déposant le Sultan Sidi Mohamed V. Les Marocains gagneront le combat de la Révolution sociale.**

*Le Libertaire, 24/9/1953.*

Après la déposition du Sultan Mohamed V par le gouvernement français opérée avec un cynisme et une abjection qui n'appartiennent qu'aux pirates politiques qui animent la IV<sup>e</sup> République, certaines gens se demandent ce qu'ils adviendra au Maroc après ce coup de force qu'une campagne de mensonges, sans précédent, n'a même pas réussi à masquer.

Seuls les niguedouilles et les crétins, dépourvus du moindre sens de discernement croiront que désormais tout est rentré dans l'ordre, l'ordre colonialiste comme il se doit. Celui au nom duquel on embroche à la baïonnette les nourrissons tunisiens du Cap Bon, on précipite du haut des avions à cocardes tricolores les Malgaches du MDRM à titre de bombes démonstratives sur les contrées rebelles, celui au nom duquel, en 1945, le sous-préfet de Guelma Achiary arrosait d'essence les jeunes scouts algériens pour les faire flamber comme torche devant les colons miliciens que le spectacle de cette rôtisserie humaine régalaient. Les preuves ne manquent pas pour démontrer que le colonialisme, loin d'être une institution de bienfaisance comme osent le chanter de monstrueux hypocrites, est un génocide permanent, que l'ONU se devait d'envoyer sur le banc d'infamie, si elle n'était pas précisément un banc de requins de toutes sortes. Au Maroc comme partout ailleurs dans ses colonies, la France a pris définitivement à nos yeux son parti. Quand nous parlons de la France, afin que nulle équivoque ne subsiste, il s'agit de la France officielle bien sûr. Celle du CRS et autres matraqueurs, celle des députés, ministres et autres pirates, celle des ploutocrates « *Républicains* » milliardaires et de leurs soudards les culottes de peau. La France de ce personnage décoratif qu'est ce sultan sans trône, le socialiste Sidi Vincent Ben Auriol, qui, dans la balance du tricycle colonialiste nord-africain Juin-Bageaud-Colonna, ne pèse pas plus qu'un vulgaire caïd ou pacha qu'on fait signer sous la contrainte et que l'on pourrait envoyer méditer les poèmes de Victor Hugo à Guernesey sans qu'un seul travailleur n'ait à le déplorer. La France officielle de cet autre socialiste, le ministre-gouverneur général Naegelen, qui va chercher ses « *amis* » dans la poubelle du peuple nord-africain, celle qui accroche la Légion d'honneur sur le burnous d'un analphabète marchand de poules de Bir-Rabalou, en fait un bachagha, député à

l'Assemblée algérienne, par dessus 9 cadavres d'électeurs récalcitrants. La France traditionnellement généreuse, la France des ouvriers et des paysans, n'a jamais rien ou de commun dans notre esprit avec la poubelle dont nous venons de soulever le couvercle. Le peuple français qui réprouve de plus en plus vivement les négriers pillards de la colonisation qui sévissent outre-mer en son nom, est avec nous, peuples coloniaux. A notre tour, fidèles à la solidarité de l'internationalisme prolétarien, aux liens spirituels et sentimentaux qui nous unissent à lui, nous serons à ses côtés comme par le passé, pour dresser les barricades et faire rouler les têtes des pirates politiques, des commis et des fermiers généraux de la république des piastres.

Méprisant et brimant les élites formées dans ses propres facultés, décapitant ou poussant au désespoir une jeunesse ardentes imbuée de sa propre culture et dont le seul domicile assuré est celui des prisons de la République, fraternelle et égalitaire comme chacun le sait, la France s'appuie en Afrique du Nord sur une mafia de vieilles fripouilles, rongées par l'ambition et les honneurs. Tous ces animaux sont prêts à se faire les descentes de lit de leurs maîtres colons pour moins d'un os ou d'un plat de lentilles.

De l'autre côté de la barricade, face à cette valetaille protégée par la France du maréchal Juin avec ses tanks et ses baïonnettes, il y a l'unanimité du peuple nord-africain avec ses 25 millions d'âmes. Un peuple qui lutte saigne et espère, fort de son seul droit et de sa seule foi, en attendant d'être le plus fort sur le terrain choisi par les colons, celui de l'épreuve de forces finale qui ne peut se solder que par la liquidation du colonialisme français, de ses transfuges et valets indigènes. Il est impensable que l'Afrique du Nord puisse vivre longtemps encore à l'heure de juin et du Glaoui. Entre le peuple marocain et la France officielle, la discussion est close irrémédiablement.

La répression féroce qui s'abat sur le peuple marocain n'épargne aucun élément : citadine, ruraux, ouvriers, paysans, artisans, intellectuels, sont drainés par milliers dans les camps où les assassins du général Guillaume voudraient les faire mourir lentement. Les caïds et les pachas qui ont combattu le complot de la déposition ou qui ont simplement refusé de s'y joindre sont simplement refusé de s'y joindre sont particulièrement visés. Sur 20 pachas qu'il y a au

Maroc, 10 avaient déclaré leur loyalisme envers le sultan déposé. Ce sont les pachas de Fez, Séfrou, Meknès, Sal », rabat, Casablanca, Settat, Taroudant, Sogi, Azemour, auxquels se joint le plus puissant des caïds marocain, chef de la tribu des Rehamas (300000 h.), El-Ayadi, avisé le sultan Sidi Mohamed Ben Youssef, le sultan déposé, qu'ils ne feraient rien contre lui que contraints et forcés. Seuls les pachas d'Agadir et de Mogador se joints au pacha de Marrakech El-Glaoui pour exécuter le complot ourdi par les dignitaires de la colonisation marocaine, avec l'appui sans réserve de Juin et l'accord du gouvernement de Paris.

La répression a liquidé déjà le pacha de Fez, Si El-Hadj Fadhmi Ben Slimane. Les jeunes Marocains qui ont été traduits par la police française par milliers devant le tribunal du pacha de Fez ont toujours bénéficié auprès de cette instance d'une certaine clémence qui n'était pas du goût des autorités françaises du Maroc comme on le devine. Pour ces dernières, chaque prévenu doit être un condamné. C'est en Arabie Séoudite, où il était en mission religieuse, désigné par le sultan Sidi Mohamed Ben Youssef à la tête des Marocains s'effectuant le pèlerinage à la Mecque, et pour offrir en son nom et au nom des 9 millions de Musulmans marocains le traditionnel sacrifice du bélier à l'occasion de l'Aïd-Kébir, que le pacha de Fez a appris sa révocation. Son successeur, un certain Mohammed Tazi, à l'échine aussi souple que celle d'un cobra. Il comblera tous les vœux du général Guillaume et son tribunal remplira avec zèle sa mission de fournir des pensionnaires aux argousins du régime.

Le commandant Bekai, pacha de Séfrou, a démissionné, préférant devancer une révocation. Il a été imité par le caïd El-Ayadi qui a été placé en résidence surveillée à Casablanca depuis plusieurs semaines avant la déposition. Ce bilan n'est que provisoire, à coup sûr il s'allongera. Même à ce prix et avec un redéploiement de force armée sans précédent, l'ordre ne règne pas au Maroc. Il ne peut y régner sous la colonisation, fut-elle affublée d'une phraséologie hypocrite sur les « réformes » et « réformes » et « l'amitié » franco-marocaines.

Sidi Mohamed Ben Moulay Arafat, le nouveau sultan de pacotille, vieillard débile, ignare, opiomane notoire, risque fort de ne pas mourir dans son lit si l'on considère qu'en juste prix de sa trahison il a déjà essayé une tentative d'assassinat après trois semaines de règne.

À travers ses révoltes et dans sa lutte définitive contre le colonialisme, le peuple marocain prend conscience des nécessités d'une transformation sociale profonde, faisant table rase de tous les privilèges, de toutes les exploitations. Une avant-garde révolutionnaire se forme. Le Maroc prendra sa place dans la tourmente mondiale qui s'annonce vers la révolution sociale.

AKLI (*Travailleur algérien en France*)

**DES CORRESPONDANTS DU *LIBERTAIRE***

**À Guendouz, commune mixte d'Akbou, crimes colonialistes.**

*Libertaire*, 21/7/1955.

Deux travailleurs algériens, résidant en France, mais pères de famille nombreuse en Algérie, sont venus passer leurs vacances en Algérie. Ces deux hommes étaient toujours brimés par les autorités « zélées » qui déploient tous leurs efforts pour faire pour faire arrêter les braves gens. Aussi, après avoir été provoqués maintes fois, les deux hommes ont disparu de la région.

Malheureusement pour eux, leur disparition s'est produite le jour même où le garde champêtre de leur douar (Aït-R'Zim) a été exécuté en raison de ses relations avec l'Administration.

Les forces de répression sont venues et, appliquant le principe nazi de la responsabilité collective, ont brûlé et dynamité les demeures où habitaient les les familles de ces deux militants. Mallou Ahcène, a trois frères, ses parents et sa grand-mère. Habechou Hamour a trois frères et ses parents. Aujourd'hui, dépourvus de tout, ses familles couchent à la belle étoile !

Nous, travailleurs algériens, appelons les travailleurs français à dénoncer avec nous ces méthodes hideuses appliquées à notre peuple qui n'a pas comme d'autre crime que celui de vouloir sa liberté.

**Un travailleur algérien écrit au « *Libertaire* » :**

**« Comme à Ouradour ! »**

*Libertaire*, 27/10/1955.

Onze notables du douar Aït Azine ont été assassinés par le forces colonialistes.

Ben Ali Chérif qui est le grand seigneur de la région de Bougie et la main droite du gouvernement colonialiste français, ainsi que Mesbah,

élu à l'Assemblée Algérienne sur la liste « *indépendant* » (administrative) (soutenu pendant la campagne électorale à Guendouz par ses onze), attendront en vain que ceux-ci viennent leur souhaiter la prochaine fête d'El-Mouloud.

Ces onze notables, amis des deux précédents, n'avaient pas d'activités politiques. Ils dirigeaient les deux Médersas (écoles primaires arabes) et étaient commerçants, propriétaires ou artisans.

Pourquoi ont-ils été tués ? Il y a quelques jours, les partisans avaient exécuté le garde champêtre, le khodja et un gardien d'école. De plus, ils avaient fait sauter deux bulldozers utilisés au nivellement des routes pour transporter les forces armées à travers les Djebels (régions montagneuses).

En mesure de représailles, l'administrateur de la commune mixte d'Akbou ordonne au commandant d'encercler le village à 1 heure du matin. Vers 4 h 30, les militaires, les gendarmes, les CRS brisent les jarres d'huile, la vaisselle, volent les bijoux, l'argent et tout ce qui a une valeur précieuse, versent les granges de céréales, maison après maison, bousculent les femmes, les enfants, les vieillards.

Mais tout cela ne suffit pas à l'administrateur sanguinaire. Pour bien se satisfaire, il faut qu'il crée un Oradour dans ce douar.

Les soldats choisissent 11 notables et ils les fusillent devant les yeux de toute la population.

Nous, travailleurs algériens, nous disons aux masses laborieuses françaises, en particulier à ceux qui sont appelés, que la répression consiste à massacrer sommairement des gens innocents, honnêtes, qui ont subi et subissent encore les conséquences de l'impérialisme, c'est-à-dire la terreur, la misère et l'exploitation, comme les avaient subis le peuple de France et notre peuple à ses côtés pendant l'occupation nazie.

C'est contre ces gens-là que votre gouvernement vous conduit à combattre pour maintenir la présence de Borgeaud, Blachette, des trusts de St-Gobain, les seigneurs de la vigne et de l'alfa.

Ne vous laissez donc pas conduire comme des moutons pour assassiner un peuple qui lutte contre le colonialisme.

Pour notre part nous préférons offrir des difas (invitation familiale) aux camarades français plutôt que des balles meurtrières.

### **Hôteliers et policiers unis contre les Algériens.**

*Libertaire*, 10/11/1955.

Dans le 15<sup>e</sup> arrondissement (89, rue Fondary), le logeur Bachir est connu de tous. Il est ami de la police pour pouvoir exploiter ses compatriotes.

Il est possesseur d'un hôtel. Quand un Algérien se trouve sans logis, Bachir lui répond qu'il pouvait lui trouver une place parmi

plusieurs autres, à condition qu'on lui offre un *bakbechich* de 10000 francs.

Quand l'hôtel de Bachir est plein, celui-ci cherche des provocations à ses locataires : « *Pourquoi faite-vous à manger dans la chambre ? Comment se fait-il que vous alliez manger au restaurant voisin ? Vous n'avez pas le droit d'acheter un poêle pour chauffer votre chambre !* ». tout cela c'est pour pouvoir renvoyer les premiers, et en trouver d'autres au même prix que les précédents !

Quand il y en a un qui refuse de partir sans motif valable, Bachir n'hésite pas à lui chercher des chinoiseries et même à le dénoncer aux policiers.

Et ces derniers, comme il s'agit de rendre service à Bachir qui lui donne des verres d'apéritif, ne cherchent jamais où est la vérité...

L'hiver dernier, Bachir a touché 10000 francs du nommé Bedjou Bouhou et cependant celui-ci est resté dormir bien longtemps dehors. À bout de patience, il avait demandé soit une place parmi les autres pour s'abriter, soit le remboursement de la somme versée. Bachir a nié avoir reçu celle-ci !...

Pour ses copains, Bedjou est averti que s'il porte plainte, la police sera avec Bachir.

Ces jours-ci, Bachir a provoqué plusieurs de ses locataires. C'est que celui-ci cherche des raisons de les chasser afin de louer à 'autres et de toucher de nouvelles primes, surtout au début de l'hiver où les chambres sont très recherchées. Mais Bachir n'accepte jamais de loger un Algérien instruit, de peur que celui-ci aille se plaindre plus loin qu'aux policiers du quartier.

D'où provient cette situation ? Elle est le fait du gouvernement. Des milliards sont retenus aux travailleurs algériens, soi-disant pour la construction de centres d'hébergement. Or, où sont ces centres ?

Au contraire, notre situation s'aggrave de plus en plus : salaire minimum, cohabitation jusqu'à 8 et 10 par chambre, sans chauffage, sans draps ni couvertures, moyennant un loyer de 3 à 4000 frs par mois ?

Est-il possible d'imaginer une exploitation plus odieuse ?

**Un travailleur algérien écrit au « *Libertaire* » :**

**Bientôt l'exemple de Rosa Luxembourg sera suivi par les militants Français et les résistants Algériens.**

*Libertaire*, 15/12/1955

Évoquons quelques phrases de cette louable femme à la pitié sans borne et à la bonté infinie. Ainsi, pendant la révolution allemande de 1917, elle recommandait à ses partisans « *l'action révolutionnaire la plus énergique, mais aussi la plus grande humanité* ».

Depuis un certain temps, les combattants de l'armée de libération ont pris la décision d'essayer d'éviter les contacts avec les jeunes du contingent et les rappelés, et de ne pas tirer sur ceux-ci.

Les agents de la répression ont relaté, qu' « *à cause des pertes innombrables qu'ils subissent* », les combattants algériens évitent les rencontres avec les forces soi-disant « *de l'ordre* ».

Pourquoi n'ont-ils pas le courage de dire ouvertement que les résistants algériens ne se trompent pas, et savent que leurs ennemis sont les colonialistes, impérialistes et non les jeunes travailleurs français ?

Ce n'est pas la crainte des pertes qui les retient, mais les manifestations des rappelés à l'église St-Séverin, à la Gare de Lyon et à Rouen, ont montré aux chefs de la Résistance que l'ennemi qui exploite le peuple algérien est le même qui contraint les travailleurs français à se battre contre lui.

Les rappelés et les maintenus qui ne veulent pas servir une cause injuste, c'est-à-dire l'exploitation colonialiste, ont actuellement l'esprit qui se révolte contre ceux qui les poussent à lever les armes contre le prolétariat algérien.

Ce fait montre que nos deux peuples ne veulent plus servir de chair à canon et de monnaie d'échange pour les beaux yeux des capitalistes sordides.

L'affaire algérienne, inscrite à l'ordre du jour au Conseil de l'ONU, a été rejetée.

Mais ce rejet n'a pas effrayé le peuple algérien, car à l'heure où il a décidé de prendre les armes contre un régime hideux, il n'a pas compté sur l'ONU ou sur une autre puissance atlantique ou asiatique.

En conséquence, travailleurs français et algériens, la première condition pour arrêter l'effusion de sang de nos deux peuples, c'est de refuser de se battre les uns contre les autres, et même d'unir nos forces contre notre ennemi commun.

**Un travailleur algérien écrit au « *Libertaire* » :**

**Une deuxième tuerie, comme en 1945.**

**Sous un gouvernement de « *gauche* ».**

*Libertaire*, 5/4/1956.

Pendant la guerre de 39 à 45, les Algériens ont combattu côte à côte avec les Français.

Ces combattants ont retenus les promesses que les gouvernements français leur ont faites, c'est-à-dire les laisser libres une fois que la France serait libre.

Conscients d'avoir aidé à la victoire du 8 mai 1945, les Algériens, pour fêter la libération de la France et de l'Algérie, défilent avec un drapeau algérien ou « *fellagha* » à côté du tricolore et de celui des Nations-Unis.

Combien leur a-t-il coûté ce défilé de la libération ?

45000 morts, hommes, femmes, enfants, vieillards, assassinés sauvagement, brûlés vifs dans des fours à chaux, fusillades sommaires, éventrement, mutilations, bombardement des côtes de Bougie avec le navire de guerre « Dugueslin », bombardement des villes et villages avec l'aviation (Charles Tillon (PCF) était ministre de l'Air).

Actuellement la gauche est, comme en 1945, au gouvernement ; où sont les belles promesses des élections ? Même ceux en qui, nous Algériens, espérions encore un tout petit peu, ont voté les pouvoirs spéciaux à Guy Mollet, pour faire la guerre à outrance. À cause de tous ceux-ci, les travailleurs français se laissent tromper par les capitalistes et acceptent de nous combattre.

Un député radical dépose son mandat et s'engage pour la durée de la guerre d'Algérie !

Bon courage, mon député ? Nous te rencontrerons bien un jour sur le champ de bataille, si tu n'es pas caché dans les bureaux, car nous sommes tous disposés à ramasser nos bagages et regagner notre patrie en danger afin de mourir ou vivre au milieu des nôtres.

Notre point de vue de rentrer en Algérie n'est pas seulement pour faire face à ceux qui veulent nous combattre, ou pour protéger nos jeunes femmes que nous avons laissées seules, mais aussi pour montrer au patronat combien vaut un ouvrier nord-africain exploité à un bas salaire (depuis plusieurs mois les allocations à leur famille en Algérie ne sont pas versées). Nous ne voulons plus aider à fabriquer des armes et des véhicules pour la reconquête de notre pays qui est aujourd'hui à feu et à sang.

Nos esprits, avec audace, ne veulent plus être serviles des patrons français. Nous décidons donc le divorce avec eux et leurs gouvernements.

Car depuis 1830, gouvernements et patrons ont semé en Algérie la haine et c'est normal qu'ils récoltent la tempête.

### **Cherchez votre véritable ennemi...**

*Libertaire*, 14/6/1956.

Aulnay-sous-Bois, un travailleur algérien et un ancien légionnaire occupent des logements voisins. Chacun d'eux est père de famille nombreuse, l'un de six enfants et l'autre de huit, et ils ne disposent que d'une seule pièce, comme logement !

Les enfant ont l'habitude de jouer ensemble dans la cour. L'autre jour, un fils du travailleur algérien prit une bille à un fils de l'ancien légionnaire. Celui-ci se mit à insulter l'Algérien de propos racistes et ils allaient en venir aux mains.

Heureusement, leurs femmes étaient conscientes et chacune arrêta son mari.

A ce moment je passai par là, attiré par les disputes, je m'approchai et réussis à apaiser la colère.

Je leur montrai que ni l'un ni l'autre n'avait tort, mais que le responsable réel, c'est l'énervement causé par les conditions lamentables d'habitation dans lesquelles eux et leurs familles sont obligés de vivre. Ils s'aperçurent alors qu'au lieu de s'affronter entre eux, ils devaient unir leurs efforts pour de meilleures conditions de vie.

Et l'ancien légionnaire, définitivement éclairé sur les raisons du racisme entretenu par la bourgeoisie (en particulier dans l'armée) a compris toute la valeur de la lutte anticolonialiste qui doit permettre aux travailleurs français et algériens, **exploités par les mêmes trusts**, de lutter au coude à coude pour s'émanciper. Et ce n'est pas la réponse que le Maire d'Aulnay a fait à sa femme qui était allée lui réclamer un logement décent, qui le fera changer d'avis. Ce Maire lui avait demandé la profession de son mari, elle lui indique qu'il avait 10 ans de légion, a été blessé au ventre à Dien-Bien-Phu et au talon en Algérie. Réponse du Maire : « *Il n'avait qu'à continuer son métier !* ».

La bourgeoisie n'a même pas de pudeur d'assurer l'existence de ceux qui l'ont servie... Tant mieux, ça aide, comme cet exemple, le prouve, à leur prise de conscience révolutionnaire.

## EL-MOTAZELI

(Pseudonyme)

### ***L'ENFER COLONIAL***

**Répression contre les populations d'Afrique noire.**

*Le Libertaire*, 19/10/1951.

Le 1<sup>er</sup> octobre la cour d'assises de Grand Bassam a commencé le procès des victimes de la provocation colonialiste de janvier et février

1950 en Côte-d'Ivoire, notamment à Bouefle, Dimbokro, Séguala. Faisant suite aux directives gouvernementales, l'administration française d'Afrique, toute aux ordres du colonat et effrayée par l'extension foudroyante du Rassemblement Démocratique Africain, entra en lutte contre ce dernier avec sa volonté de le détruire dans l'œuf dès sa constitution au congrès de Bamako en octobre 1946.

Qui veut la fin veut les moyens, et les négriers colonialistes ne sont pas gens à s'embarrasser de scrupules sur le choix des méthodes à employer contre leurs esclaves lorsque ceux-ci s'élèvent contre les excès d'exploitation. Sous couvert de prétexte les plus variés, mais aussi les plus faux, les Junkers blancs d'Afrique noire aidés par les traîtres et renégats locaux, entamèrent la série des provocations classiques qui firent leur preuves à Haïphong contre les Vietnamiens, contre les nationalistes nord-africains, et contre le peuple de Madagascar à travers le MDRM. Plus de 50 morts et plusieurs centaines de blessés africains en furent le résultat. À la faveur de « l'émotion » suscité par ces « incidents » naturellement imputés au RDA on en profita, comme prévu dans la mise en scène, pour arrêter 2000 Africains membres et responsables du mouvement. C'est le procès des 400 derniers accusés qui s'ouvre à Grand Bassam, après 22 mois de prison préventive, et non pas celui des fonctionnaires coupables d'avoir fait donner la police, les provocations à gages et la troupe, comme pourraient le croire d'éventuels naïfs. Que voulez-vous, frères de France, l'ordre des choses colonialistes est ainsi fait ! Le verdict qu'attendait l'opinion, celle de l'Union française particulièrement, vient d'être rendu pour un premier groupe de 30 « inculpés ». 25 sont purement et simplement acquittés, les 5 autres, condamnés avec sursis, sont également libérables. Voilà qui redonne quelque peu espoir aux populations africaines que justice sera rendu. Le Cyclone de la liberté qui souffle à l'Est africain serait-il le commencement de la sagesse pour le colonialisme français ? Il est encore trop tôt pour répondre à cette question. Les débats se poursuivent pour un 2<sup>e</sup> groupe de 70 accusés. Nous en entretiendront nos lecteurs à temps. Dès maintenant, il est utile que tous les colonialistes, conscients et inconscients, qui émettent la prétention de domestiquer éternellement les peuples africains, sachent qu'en dépit

de tout, les masses africaines sauront s'exprimer. Elles ont droit à notre solidarité anticolonialiste, indéfectible et totale.

### **À côtés de la loi Berangé**

#### **La farce et le dindon**

*Le Libertaire*, 26/10/1951.

Nos politiques se sont retrouvés en septembre au Palais Bourbon.

Ils avaient à résoudre deux problèmes importants et qui les dépassaient nettement. La subvention des écoles cléricales et l'éternel tandem prix-salaires devaient s'enchaîner à toute la politique économique du gouvernement.

La laïcité, si imparfaite soit-elle, nous avait cependant donné un demi-siècle de paix scolaire. Mais l'Église pardonne rarement à ceux

qui osent attenter à ses privilèges monstrueux et séculaires. Le cardinal Baudrillard ne déclarait-il pas dans une envolée oratoire peu chrétienne que la dévastation de la France par la guerre n'est qu'un châtement divin juste et mérite par cette nation chrétienne déviatrice. Dans l'ombre, l'Église préparait sa revanche. Elle l'a aidée par le temps et surtout par l'opportunisme, sinon la veulerie des anticléricaux divisés et désarmés par toutes sortes de compromissions. La libération avait balayé les clauses du vichysme, mais rapidement les corbeaux reprenaient courage et le 17 juin dernier, ils envoyaient au Palais-Bourbon plusieurs centaines de députés acquis à leur politique. Les cléricaux n'ont pourtant pas à se réjouir de cette victoire. Ceux qui aujourd'hui détournent les deniers publics, entameront demain avec la même ardeur la Sécurité sociale et les nationalisations, et dévoileront définitivement la méprisable comédie de la « démocratie chrétienne ». Les deux frères ennemis, MRP et RPF rivalisent de surenchères démagogiques et se disputent, pour les élections cantonales les bulletins des bonnes-sœurs et des sacristains. Souhaitons que la lutte anticléricale retrouve une large mesure de vigueur de la période héroïque, car une fois de plus les gens laborieux vont être les dindons de cette farce. Ne doit-on pas couvrir les subventions par la recette de taxes à la production !

On doit se souvenir que le vote de l'article maintenant la laïcité dans la constitution de 1946 ne fut acquis que grâce à l'apport des 11 voix des députés du Manifeste Algérien. Qu'on ne s'étonne pas si la proposition Barangé n'est pas applicable à l'Algérie. Mesure spécifiquement antimusulmane ! Imaginez que les Oulémas algériens (clergé musulman libre et anti-administratif) s'avisent de réclamer des subventions pour leurs 150 médersas ! Pourtant ils sont prêts, à l'opposé du clergé catholique, à accepter un contrôle pédagogique, sûrs de la qualité de leur enseignement. Un refus catégorique porterait un coup mortel à la politique collaborationniste des « intellectomane » impubères et traîtres comme Bendjelloul et cadi Abd-el-Kader. Des gens comme Aït-Ali et Benali-Chérif soit la honte de chez nous et que les travailleurs effacement. C'est au devant ce cela que le que le gouvernement. Et le silence des 15 députés énuques du 2<sup>e</sup> collège algérien qui trônent au « sérail » Bourbon – avec l'indécente

prétention de représenter un peuple chez qui la révolte gronde – ne lui fut pas un obstacle.

Le problème des salaires et des prix, plus vital pour le peuple laborieux a été liquidé en quelques séances devant un hémicycle saupoudré de quelques députés et escamoté au moyen d'artifice de procédure qui tendent à devenir les moyens du gouvernement. On comprend le désintéressement de ces messieurs qui sont, eux, assurés d'un confortable minimum de 140000 fr auquel s'ajoutent les « accessoires ». L'électeur profane et cocu devra se contenter du septième. Le gouvernement a pris le parti du patronat. Et s'il fut un temps où M. Pleven pouvait passer pour un homme relativement sérieux, c'est qu'au pays des aveugles... Devant le micro l'autre semaine, les explications du premier ministre ne furent qu'une longue torture de chiffres au profit de sa politique de sa politique économique. Mais on parle déjà, discrètement, d'une nouvelle dévaluation du franc. Les premières semaines d'automne promettent un torrent de hausses massives qui balayera sérieusement notre pouvoir d'achat.

Et l'échec cuisant d'opérations type « Bifteck » est significatif. La seule augmentation des loyers écrase particulièrement les travailleurs nord-africains, puisqu'elle se chiffre par une hausse de 8,5 à 10% en hôtels et meublés (arrêté du 9 février 1951). Nous nous proposons une analyse plus particulière de ce problème dans un de nos prochains articles. Mais à toutes les questions les travailleurs préparent leur réponse. Leur union se resserre au sein des entreprises et chantiers afin d'opposer au patronat un front solide. La colère trop longtemps contenue éclate déjà en bien des endroits. Dans les combats qui s'annoncent, les travailleurs nord-africains, objets d'une exploitation particulièrement odieuse ont un rôle à jouer. Ils seront, toujours et partout, parmi les premiers à déblayer et les derniers à reprendre le travail. Ils devront également participer d'une manière effective et active à la direction des grèves. Ainsi, Gribouille dans ses calculs de répression (type Lyon) en sera pour ses frais...

**Le glas du colonialisme  
L'heure de la révolte des parias.**

*Le Libertaire, 2/11/1951.*

*L'examen du problème proche-oriental ne peut le concevoir sans une information précise et complète.*

*C'est à ce titre que nous croyons nécessaire de publier le témoignage du camarade El-Motazeli :*

Les sérieuses turbulences du Moyen-Orient musulman ont accaparé ces dernières semaines l'attention de l'homme de la rue à tel point que la mascarade des élections cantonales est elle-même passée inaperçue.

Avec le balayage de l'AIOC en Iran, la dénonciation du traité anglo-égyptien de 1936 et la demande de révision du traité anglo-irakien par le gouvernement de Bagdad, l'impérialisme britannique est en train de recevoir le coup de grâce après avoir trôné en maître pendant un demi-siècle. Cet écroulement atteint jusque son plus solide pilier patiemment élevé par Lawrence et les stratégies du Colonial Office, la dynastie des Hachémites elle-même. En Irak, le régent Hachémite Abdul-Allah et Nouri-Saïd-Pacha, anglophiles par excellence, deviennent à leur tour les vassaux de la volonté populaire après avoir tout fait pour freiner son élan. Une épée de Damoclès est suspendue sur leurs têtes. Ils devront se soumettre ou se démettre, et cette dernière alternative pourrait être précipitée par les partisans anglophobes de Rachid-Aly-El-Kaylani, ancien premier ministre qui fomenta la révolte antibrannique de 1944. Aujourd'hui hôte du roi d'Arabie, Ibn Seoud (ennemi des Hachémites), Rachid-Aly-El-Kaylani, condamné à mort par contumace par ceux-là mêmes qui s'insurgent contre l'Angleterre, jouait toujours d'un prestige considérable en son pays, particulièrement auprès des tribus tumultueuses. Son heure pourrait donc sonner.

La Transjordanie, qui était le pion britannique le plus sûr cet échiquier du Moyen-Orient, bouge déjà. L'émir Talal, son nouveau roi, semble peu enclin à suivre la traditionnelle politique anglophile des Hachémites, si illustrés par son père à qui elle a coûté la vie. Si le limogeage du général britannique Glub Pacha, commandant la Légion Arabe, intervient, comme on le soupçonne, ce serait un sérieux prélude à la nouvelle orientation politique prêtée à ce souverain. Ce limogeage ne saurait tarder si l'on considère que le roi Talal a refusé trois demandes d'audiences à son « généralissime », accusé d'avoir monté de toutes pièces le complot d'opérette à l'occasion du couronnement. Glub-Pacha est allé conter ses inquiétudes à Londres. Un proche avenir nous réserve certainement du nouveau sur cette terre des hachémites. On ne saurait plus longtemps endiguer la volonté populaire qui clame au révolte et contre l'impérialisme

britannique et contre le régime autocratique dont la férocité a contraint les membres de l'opposition à l'exil. Ces derniers éléments pourraient passer à l'action, aidés par les Arabes. Palestiniens annexés par la Jordanie, fort mécontents de leur sort et partisans bouillants du grand Muphti (également juré des Hachémites) compte une nouvelle recrue de taille, le colonel Abdallah-Tell, ancien gouverneur militaire de Jérusalem, hier encore serviteur des Hachémites. L'ancien adversaire du général israélien Yadin-Yadin sur le front de Palestine, est aujourd'hui en Égypte auprès du Grand Muphti. Il est condamné à mort par contumace par le tribunal militaire de la Légion Arabe et impliqué dans le complot qui coûta la vie au roi Abdallah. Provisoirement neutralisé et écarté par certains politiciens combinards arabes qui ne partagent ni ne partagent naturellement pas ses vues, l'intraitable Grand Muphti de Palestine Hadj-Amin-El-Husseini n'est pas au homme à se résigner à sombrer dans l'impuissance, l'oubli ou l'inefficacité. Tôt ou tard, il remontera en scène et les impérialistes de tout acabit, particulièrement franco-anglais, ainsi que les leaders du Moyen-Orient à la conscience élastique, auront affaire à lui.

La cause égyptienne soulève moins d'enthousiasme chez les observateurs avertis. En premier lieu, le prestige de ce pays a été traîné bien bas par celui même qui a pour mission de le relever, le roi Farouk. Ce souverain donne l'impression d'être d'une inconscience totale, quand on imagine qu'il se permet de dilapider en un soir autour d'une table de casino, tout comme un vulgaire milliardaire américain, une somme fabuleuse qui représenterait la construction de plusieurs hôpitaux ou écoles en son pays. Ses villégiatures indécentes, tapageuses et surtout dépensières, sont une véritable insulte à la misère du fellah de la vallée du Nil, « son sujet ». en dépit de notre hostilité foncière, que nul n'ignore, pour TOUS les princes et les rois, nous ne pouvons nous empêcher de comparer ce monarque extravagant à certains souverains d'Europe plus « discrets ». La diplomatie égyptienne aurait fort à faire pour faire remonter à son pays le courant de l'estime non seulement chez les occidentaux, mais chez les musulmans eux-mêmes qui méprisent les tournées des « Grands Ducs » mêmes faites par les rois. La fiction soudanaise enfin n'est pas à l'avantage du gouvernement du Caire. On comprend mal qu'un pays

qui combat pour sa propre indépendance refuse la parcelle à ses voisins. Les arguments qu'avancent les Égyptiens pour justifier leur prétention de réaliser « l'Unité du Nil » en attachant contre gré le Soudan à leur couronne, ne sauraient être considérés que sous un angle impérialiste des plus détestables. Cette opinion est épousée (officiellement) par certaines nations arabes qui n'en soutiennent pas moins pour autant Nahas et Salah-Eddine-Pacha par solidarité musulmane et anti-impérialiste. La solution de raison pour le problème soudanais serait la thèse que défend le leader séparatiste soudanais Abdul-Rahman-Mahdi-pacha et qui recueille l'approbation de la grande majorité des Soudanais qui, tout en étant les premiers intéressés par ces tractations, ne sont consultés par personne. Cette thèse serait : indépendance vis-à-vis de l'Angleterre et de l'Égypte. Grisés par le succès des foules de Téhéran, jaloux des lauriers du Dr Mossadegh et du cheikh Ayatollah-El-Kachani, les Égyptiens à leur tour « lancent » leurs ministres contre l'impérialisme britannique à qui ils voudraient asséner un grand coup définitif. Les difficultés qu'ils rencontreront seront bien plus sérieuses que celles des Iraniens, face à un gouvernement de conservateurs présidé par le vieux colonialiste Winston Churchill lui-même.

L'affaire des pétroles iraniens a été suivie avec une sympathie enthousiaste, voire même avec une certaine admiration. Un vieillard aux membres brisés, passant le plus clair de son temps en pyjama sur un lit de malade, a tenu tête pendant six mois à une meute de diplomates et de businessmen anglo-saxons, racés et aguerris ! En Iran, les jeux sont faits et l'impérialisme britannique n'a plus que ce suprême recours : tenter de sauver les « écuries » en essayant de s'aménager une situation de privilège parmi les futurs clients de la Société Nationale des Pétroles Iraniens, anciennement l'AIIOC. La volonté populaire sera victorieuse et nul Dr Mossadegh ne pourra faire marche arrière sous peine de subir le sort du général Ali-Razmare, révolvérisé et expédié dans l'autre monde. C'est le spectre de son fantôme qui hantait le Dr Mossadegh et lui interdisait de réussir dans ses négociations avec le tandem Stocks-Hariman. Les politiques iraniens sont contraints d'aller jusqu'au bout et les méprisables tractations des loups impérialistes dans les couloirs de l'ONU ne sont que palabres inutiles, artifices de procédure et pertes de temps.

Le gouvernement de Téhéran semble tenir bien en main la situation intérieure contre les agitateurs du parti Tudeh. Les communistes iraniens ont essayé de détourner à leur profit le plus puissant des mouvements convulsifs qui aient secoué le Moyen-Orient depuis cinquante ans. Ce fut peine vaine. Le parti Tudeh avait organisé une importante manifestation contre l'arrivée de l'AMÉRICAIN Hariman à Téhéran. Le général Mansour-El-Moyazeni, chef de la police iranienne et qui ne badine pas, en a fait « refroidir » 22 sur le pavé de Téhéran, et tout rentra dans « l'ordre ». en Azerbaïdjan iranien, contrée frontalière avec l'URSS et fief du parti Tudeh, les communistes iraniens n'ont qu'à bien se tenir avec le nouveau gouvernement militaire de cette province, le général Kemal-Arizollah. Réputé « incorruptible », spécialiste du « maintien de l'ordre », le « palmarès » de ce militaire d'acier ne compte plus les chefs de tribus, les émirs intrigants et trahis qu'il a passé au fil de l'épée. Dans une proclamation à ses administrés, le général Arizollah a affirmé qu'il n'hésiterait pas un seul instant à employer les mitrailleuses s'il avait à « rétablir l'ordre » et à procéder à des pendaisons spectaculaires de responsables de l'agitation.

La situation semble bien claire et les éléments en présence nous permettent d'affirmer que l'impérialisme perdra sa face. Ce dernier n'est fort que face à des fantoches incapables, trembleurs et plus ou moins corruptibles et manoeuvrables. Pour l'heure, ce sont les peuples qui prennent en leurs mains leurs propres destinées et contre eux, toutes les Homes Fleet, toutes les RAF et tous les blindés sont impuissants ! Un Anglais averti, lord Strabolgi, nous confirme en ces termes :

*« Nous aurons été pris dans un vaste mouvement de révolte qui est né en Asie et s'est étendu. C'est une révolte d'ouvriers et de paysans, dans la misère, contre la pauvreté et la déchéance dont ils sont accablés. Mais ils ne se battent pas seulement pour obtenir un meilleur étendard, de vie, ils exigent aussi l'égalité politique avec l'Occident. C'est une révolte qui gronde en sourdine depuis une génération et ce n'est pas fini. »*

Entièrement d'accord avec Lord Strabolgi, c'est la révolte des parias et ce n'est pas fini. Après le paria du Bengale, le bédouin de Transjordanie, l'artisan de Téhéran et le fellah de la vallée du Nil, nous aurons le Kabyle du Djurdjura, le docker de Bizerte et le Chleuh de

l'Atlas Maurain. Nous en reparlerons, travailleurs français, eussions-nous troubles le sommeil des négriers colonialistes qui ne dorment plus, du reste, qu'avec une mitraillette sous l'oreille !

### **Défense des Travailleurs Nord-Africains**

**Une infâmes : Henri BENALET**

*Le Libertaire*, 19/6/1952.

Au crépuscule de ses jours, le vieil onaniste philosophique que prophétise depuis un demi-siècle pour les jeunes écervelés de *l'Action Française*, ces enfants terribles de la frange bourgeoisie en mal d' « Action » par des trublions réactionnaires et violents, peut rendre son âme au ciel en toute quiétude. Sa succession est dignement assurée. Par ses écrits, Charles Maurras désigne aux couteaux de cuisine de ses fanatiques disciples, les têtes de ses adversaires à faire rouler dans le parier à son ou sur un terrain de pétanque. Son héritier spirituel

présomptif, le piètre écrivassier de *l'Aurore*, Henri Bénazet, désigne ses victime à cette vindicte appelée JUSTICE selon une expression propre à Kropotkine. Et DAME JUSTICE, qui ne fut jamais vierge, s'en paye une belle tranche avec ses maniaques pervers par l'étude de la loi écrite, ses préfets de police, ministres, flics et juges, qui arrêtent, torturent, matraquent, embastillent, fusillent au nom de la loi des plus forts, rempart légal contre la colère du peuple des va-nu-pieds. Les manifestations staliniennes contre Ridgway ont été une superbe occasion de vociférations délirantes pour le larbin à plume de Marcel Bousac. Après avoir réclamé aux « autorités », entendez ses amis le préfet Baylot les ministres Brune et Martinaud-Déplat, des « *mesures de fermeté qui paient toujours* », contre des dirigeants communistes qu'il nommait sans vergogne, cette misérable fripouille s'en refroidi sur le pavé de Paris par une rafale de mitraillette tirée par des policiers républicains. Cet illustre salaud pourvoyant de chiourmes, trouve que la France est encore trop hospitalière et les policiers encore trop cléments en dépit du zèle qu'on leur connaît, avec ces « *éléments douteux* » qui, rappelons-la, ont été officiellement baptisés de la grande et éternelle France, malgré leurs protestations, un beau matin à partir de minuit, pour des considérations d'annexion impériale et de casse-pipe ; précisons-le également pour combler une lacune volontaire de nos législateurs. En conséquence, Bénazet suggère aux tribunaux l'expulsion hors de la France métropolitaine des travailleurs nord-africains pris dans les manifestation de vue et ainsi coupables du crime de lèse-majesté en déplaisant que peu tranquilles maîtres du moment, en négligeant leurs impérative recommandations de paternalistes pharisiens. Une éventuelle sentence d'expulsion à l'encontre des travailleurs coloniaux ne saurait s'appuyer une quelconque légalité à notre connaissance, mais au train où vont les choses, les vœux de Bénazet pourraient être exaucés, car il y a belle lurette que la légalité est devenue adultérienne par la grâce des fermiers-généraux de la 4<sup>e</sup> République et des insatiables négociants du bazar de la politique. Mais d'où donc Bénazet titre-t-il ses prétextes pour lancer ses appels à la répression contre nous ? le 28 mai, les Nord-Africains n'ont pas reçu de leurs organisations respectives le moindre mot d'ordre de participation aux manifestations staliniennes. Le 23, par contre, à l'appel du MTLD, quelques manifestations eurent lieu à travers la

France en faveur de Messali qui a enfin réussi à se faire éloigner d'Algérie à la satisfaction secrète de l'état)major du MTLD dont les éloquentes propagandistes troubadours battaient encore plus violemment la grosse caisse autour du « martyr ». la sens de cette journée de lutte des quelques travailleurs algériens était faussé par le soutien ostensiblement démagogique des staliniens qui ont effectivement participé à cette action au meeting de nuit de la grange-aux-Belles. Alice Sportisse député communiste d'Oran, donnait abondamment du « mes chers Compatriotes » aux travailleurs algériens avec cette surenchère dont les communistes ont le secret. Là se situe toute la grave responsabilité des dirigeants Messalistes dont les initiatives politiques sont de plus en plus malheureuses. En s'associant aux manifestations staliniennes et en associant ces derniers à leur activité, les dirigeants messalistes faussent le sens de la lutte anticolonialiste des travailleurs algériens, créent une pénible confusion dans l'esprit des travailleurs français non communistes, et compromettent notre cause spécifiquement anticolonialiste pour l'heure par leurs jeux obscurs et équivoques pour ne pas dire suspects. Puissent-ils le comprendre et renverser la vapeur avant l'inexorable discrédit total qui ne manquera pas de s'abattre sur nous, sinon...

Autres conséquences de cette journée de lutte MTLD communiste : le néo-destour s'est publiquement désolidarisé du tandem pour ne pas se mêler aux communistes. C'est la sagesse même. L'UDMA et les Oulémas ont recommandé la plus grande circonspection à leurs adhérents et sympathisants. Quant au Front Algérien pour la Défense et le Respect de la Liberté (FADRL), il vient de se rompre par le retrait de l'UDMA qui pourrait être suivi par les Oulémas. Le secrétariat permanent du Front Algérien n'a nullement été consulté par le MTLD et le R.C.A. qui ont lancé en son nom par de subterfuges récidivistes le mot d'ordre de cette journée de lutte. Les incessantes tractations tortueuses des communistes algériens et le comportement incorrigiblement déloyal des Messalistes laissent entre voir la fin du front au sein duquel les nationaux n'auraient jamais dû admettre les communistes. Là est l'erreur des Algériens qui ont pratiqué trop à la légère le pardon des injures envers leurs communistes, qui manient trop outrageusement la plus outrancière des démagogues, l'opportunisme et la versatilité. Un peu plus de

confusion et de division, tel est le triste lot que lèguent ces dernières semaines aux travailleurs algériens victimes de la hargne de Bénazet par surcroît. Il est temps de ramener le combat anticolonialiste sur son véritable terrain. C'est-à-dire l'éducation rationnelle de la masse des travailleurs qu'on est en train d'abêtir par une démagogie hystérique, le culte fanatique et aveugle du « Chef National », les défilés carnavalesques, le tout malaxé à la sauce religieuse, ce chantre majeur des peuples islamiques à qui ils doivent leurs décadence et leur asservissement. Puissamment armés moralement pour l'action finale, nous saurons par notre inéluctable détermination attaché à leurs niches tous les Bénazet. Et avec l'aide fraternelle des travailleurs français, nous donneront l'assaut de ce building du Gouvernement Général d'Alger qui ne sera plus une citadelle inexpugnable comme on le dit, mais une cabane de bambous à laquelle nous mettrons le feu et autour de laquelle nous dansions en rond.

## CONTENU

1. Premier mot.....	3
2. Slimane KIOUANE.....	11
3. Mohamed SAÏL.....	14
4. AMAZIT Idir ou Yzir.....	35
5. AKLI (Travailleur Algérien en France).....	117
6. EL-MOTAZELI (Pseudonyme).....	127

## Avant de partir, connectez-vous à Internet et...

### Notez simplement l'ebook gratuit

Pour noter le livre que vous venez de lire, il vous suffit de passer la souris sur les étoiles, vous arrivez sur la page de l'ebook et vous pouvez cliquer sur le nombre d'étoiles que vous voulez accorder au livre.



### Déposez votre avis

Vous pouvez déposer votre avis en cliquant sur le bouton "Donner mon avis". Vous arrivez sur la page des avis et avec quelques lignes, vous participez en écrivant votre ressenti de l'ebook que vous venez de terminer.

Donner votre avis



Les auteurs comptent sur vous



